

opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

D A N S C E N U M É R O

- LETTRE DE BRUXELLES (P. 1-3)

Une étrange diplomatie

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (P. 5-9)

Lents progrès de la politique régionale ; Aides d'adaptation et de reconversion ; Du nouveau à Euratom ; Conseil sur l'Union économique et monétaire ; Les prix agricoles.

- EUROFLASH (P. 11-44)

Sommaire Analytique, P. 11

Index Alphabétique, P. 41

N° 599 - 9 Février 1971

LIBRARY

~~LT~~
~~CV~~
~~JB~~
~~KL~~
~~EX~~
~~MS~~
MJA

OPERA MUNDI - EUROPE

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ECONOMIE EUROPEENNE

DIRECTION GÉNÉRALE ET RÉDACTION

100, Avenue Raymond Poincaré - PARIS 16^e

MUNDI-PARIS

Tél. : 704.53.20

Télex : 27 989

CCP PARIS 3235-50

DIRECTEUR	Paul WINKLER
Directeur Adjoint	Charles RONSAC
RÉDACTEUR EN CHEF	André GIRAUD
Service Informations	Guy de SAINT CHAMAS
Service Études et Documentation	Alain-Yves BUAT
Institutions Européennes	Gabriela KAHLLIG
	Jean LAURE

SUISSE

54, rue Vermont
GENÈVE - Tél. 33 7693

BENELUX

12, rue du Cypres
BRUXELLES - Tél. : 18-01-93

ITALIE

Piazza S. Maria Beltrade, 2
20123 MILANO - Tél. 872.485 - 872.492

ABONNEMENTS	Un an	6 mois
Série hebdomadaire.....	FF. 1.200	FF. 700
Série semestrielle.....	FF. 400	

(La revue n'est pas vendue au Numéro)

SIÈGE ET IMPRIMERIE SPÉCIALE D'OPERA MUNDI-EUROPE, 100, Av. Raymond Poincaré PARIS 16^e

Dépôt légal 1^{er} trimestre 1971

Toute reproduction interdite, sauf accord.

LETTRE DE BRUXELLES

Bruxelles. - La négociation entre la Communauté et la Grande-Bretagne a pris la semaine dernière une curieuse tournure, caractérisée par une fluidité extrême. Il est vrai que les Six n'ont pas encore arrêté sur le problème clef de la participation britannique aux dépenses communautaires une position totalement commune. Des orientations ont certes été indiquées aux britanniques, mais certaines divergences entre les Six demeurent profondes. De leur côté, les négociateurs de Londres ont donné l'impression de raidir leur position. Pourtant certains signes, calculés ou involontaires, certaines fuites qui se sont produites à la fin de la semaine, donc tout à fait en marge des négociations officielles, donnent à penser que "quelque chose bouge".

Pour tenter d'y voir clair, dans la mesure où cela est possible, il faut reprendre les événements dans l'ordre chronologique. Le lundi 1er février, les Etats membres ont vainement discuté entre eux, jusqu'à une heure avancée de la soirée, de la position commune qu'ils pourraient présenter à Londres sur la question du financement. Le débat a été repris pendant la matinée du mardi 2 février, avant la rencontre avec la délégation britannique. Les Six ont finalement réussi à s'entendre pour faire savoir à la Grande-Bretagne leur satisfaction de son acceptation du système intégral des ressources propres qui doit être appliqué dès la fin de la période de transition. Mais, ont-ils ajouté, il faut dans ces conditions que la période de transition soit conçue pour conduire sans heurts à l'application de ce système. Ce qui suppose notamment que le pourcentage de la contribution britannique au financement communautaire à la fin de la période de transition soit fixé à un niveau tel qu'il n'y ait pas de "saut" pour passer à la première année de l'application intégrale des ressources propres. Ce qui suppose aussi qu'au cours de la période de transition, on évite de la même façon tout saut "trop important". C'est donc en fonction de ces deux considérations que doit être fixé, selon les Six, le montant de la contribution initiale.

Ce raisonnement revient à dire aux Anglais que le pourcentage de 15,9 % qu'ils ont proposé pour leur contribution à la fin de la période de transition est sensiblement trop faible. S'il ne doit pas y avoir de "saut" à la fin de la période de transition, ni dans le courant de cette période, il en faut nécessairement un au moment de l'adhésion. En d'autres termes, le chiffre de 3 % avancé par les Anglais pour leur contribution initiale est totalement insuffisant. Plusieurs délégations ont même fait observer que cette insuffisance, si elle n'est pas corrigée, devrait poser la question de la participation effective du Royaume Uni à la prise des décisions communautaires.

Sur cet aspect des choses, les Six ont, au moins en partie, une position commune, et cela à un double titre. En premier lieu, tous pensent que la période de transition financière soulève aussi d'autres problèmes qui n'ont pas été discutés à fond : durée, progressivité (ou "pente"), clause éventuelle de "catastrophe". En second lieu, ils sont d'accord sur les lignes directrices ainsi dégagées. Mais quand on passe des principes à leur application, les positions deviennent différentes. Ainsi,

pour la fin de la période de transition, certains envisagent un chiffre voisin de 17%, d'autres parlent plutôt de 21 à 22 %, ayant en vue le chiffre de 24 % qui devrait être celui de la contribution anglaise en fonction du système des ressources propres. Quant au chiffre de départ, les écarts entre les Six sont, apparemment, encore plus importants puisque si l'Italie parle de 6 %, la France continue à se référer - selon la thèse du "train en marche" - à une contribution britannique de 21,5% ...

C'est sur cette base - des orientations communes, des lacunes et des divergences - que les Six sont donc allés rencontrés les Anglais. Réunion extrêmement brève : elle n'a en effet duré qu'une heure et demi. Après l'exposé fait par M. Schumann (France), en tant que Président en exercice du Conseil, de la position communautaire, Geoffrey Rippon a haussé le ton. Les propositions britanniques, a-t-il dit, étaient et restent "réalistes". La Communauté est en train de confondre la notion de période de transition qu'elle doit accorder à la Grande-Bretagne pour l'aider à s'adapter avec les "rites cruels qui conditionnent l'entrée dans certaines sociétés secrètes". Les négociations échoueront si la Grande Bretagne n'obtient pas des conditions acceptables. Ni l'opinion publique, ni le Parlement, ni le Gouvernement britannique ne le toléreraient. La "fausse colère" du négociateur britannique a surtout visé les idées touchant l'impossibilité d'accorder à la Grande-Bretagne un droit de vote dans la Communauté si sa contribution financière est trop faible. G. Rippon a donc insisté sur le fait que vouloir "étrangler" la Grande-Bretagne sur le plan financier la première année de son adhésion serait vouloir l'empêcher de bénéficier des avantages dynamiques du Marché Commun. En revanche, à la fin de la période de transition, Londres sera à même, en raison précisément de ces avantages, de s'acquitter de sa contribution normale.

Est-ce de cet exposé que tout est parti ? Il est difficile de le savoir. Toujours est-il que certains ont tiré de l'argumentation du négociateur britannique la conclusion que, derrière les "grands mots", se cachait un assouplissement quant au montant de la contribution pour la dernière année de la période de transition. Un chiffre à commencé à circuler (lancé par qui, comment ?) : 20 %. Dans le même temps, certains attribuaient à des sources françaises - sans être pour le moment démentis - l'idée selon laquelle la contribution britannique pourrait, pour la première année, être fixée à 10 %. Le lendemain, G. Rippon laissait entendre que si la Communauté "descendait" à 10 %, lui-même pourrait "négocier" ...

Quel crédit accorder à ces informations, à cette orientation "officieuse" ? Une très grande prudence s'impose. Cela étant, une contribution anglaise progressant de 10 à 20 % durant la période de transition n'aurait rien d'extraordinaire. Dans son avis, la Commission envisage d'ailleurs deux possibilités. Soit faire prendre à la Grande-Bretagne "le train en marche", ce qui correspondrait à une contribution initiale de 21,5 % - et tout porte à croire que cette thèse restera celle de la France tant que celle de la Grande-Bretagne s'attachera au chiffre de 3 %. Soit fixer une série de fourchettes, allant en 5 ans de 10-15 % à 20-25 %; les chiffres de 10 et de 20 % ne sont alors que les limites minimales de cette hypothèse et, considérant que la Commission avait (comme il est normal dans une négociation) "tiré vers le haut", on peut en conclure qu'ils ne sont pas totalement déraisonnables.

Il reste en outre que si ces chiffres n'ont pas été formulés par les négociateurs eux-mêmes, ils sont maintenant dans le domaine public et qu'il sera fort difficile, à moins de démenti qui seraient maintenant bien tardifs de les oublier purement et simplement. Assez curieusement donc, la négociation paraît avoir quelque peu progressé la semaine dernière. Sur quoi repose réellement cette impression ? On est incapable de le formuler clairement, ce qui conduit à juger bien particulière la forme de diplomatie qui s'instaure à Bruxelles à l'occasion des discussions d'élargissement.

Cependant, un optimisme indéfectible ne serait pas de mise car il subsiste, ne serait-ce que dans le domaine financier, trop de problèmes délicats à régler, à commencer par la longueur de la période de transition et par la clause "anticatastrophe" dont bénéficierait éventuellement la Grande-Bretagne.

En revanche, au chapitre des progrès réels de la négociation, il faut inscrire "l'accord presque complet" constaté sur la durée et sur le rythme de la démobilisation tarifaire en matière industrielle. Les Six ont proposé le calendrier suivant : 20 % le 1.4.73, 20 % le 1.1.74, 20 % le 1.1.75, 20 % le 1.1.76 et 20 % le 1.7.77. L'alignement sur le tarif extérieur commun se ferait selon le même calendrier sauf la première année : ce n'est que le 1.1.74. que le premier rapprochement (de 40 %) serait effectué pour laisser à la Communauté le temps de régler les problèmes posés par les pays neutres non candidats à l'adhésion, mais qui sont en situation de libre échange avec la Grande-Bretagne. Ces propositions s'écartent à peine de celles des Anglais. De part et d'autre on estime donc que l'accord est quasiment réalisé.

Un tel accord n'est envisageable, malgré tout, que sous réserve d'une solution globale pour tous les problèmes de la période de transition. Il reste donc l'obstacle du financement, mais également les questions posées par l'établissement du Marché Commun agricole. Pour le moment, persistent des divergences sérieuses. D'abord la Grande-Bretagne est hostile à un calendrier fixe de rapprochement des prix agricoles. Les Six, au contraire, même s'ils n'ont pas encore de position commune sur ce point, sont partisans de ce calendrier (avec un certain degré de souplesse pour certaines délégations). Plus grave est sans doute le problème de la "préférence communautaire". Il s'agit là d'une notion fondamentale de la politique agricole, en vertu de laquelle les pays membres achètent chez leurs partenaires plutôt qu'à l'extérieur. Comment cette préférence doit-elle être appliquée au début de la période de transition ? Partiellement, dit-on à Bonn et à Rome. Complètement, dit-on dans les autres capitales en faisant valoir que cette préférence, bien qu'intégrale, n'aura qu'une influence minime au début de la période de transition, les nouveaux membres ne pratiquant pas encore les mêmes prix que la Communauté.

Finalement, l'état de la négociation ne doit susciter ni pessimisme ni optimisme exagéré. Il n'est pas plus raisonnable d'envisager un accord sur l'ensemble des problèmes de la période de transition au cours de la prochaine conférence, le 16 mars, que la convocation d'un "sommet" des Sept pour le début de l'été - idée que l'on caresse à Rome et à Londres, semble-t-il, pour "débloquer" la négociation. Celle-ci est difficile, et elle va son train. Aboutir à la fin juillet serait déjà un succès. Aboutir avant la fin de l'année est dans le domaine des probabilités.

LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

LÈNTS PROGRES DE LA POLITIQUE REGIONALE.- Cette politique a pour objectif final l'élimination des déséquilibres structurels qui existent encore dans la Communauté et qui empêchent dans bien des cas que les mesures de politique conjoncturelle et économique produisent leurs effets dans l'ensemble du Marché Commun. A ce titre, elle est le complément indispensable des autres politiques communes, et la Commission s'efforce donc d'en accélérer sa mise en oeuvre de manière à ce que celle-ci prenne un rythme parallèle à celui qu'elle souhaite donner à l'ensemble des dispositions qui devront aboutir à l'établissement de l'Union économique et monétaire.

Le 26 octobre dernier, le Conseil a approuvé la série des principes dont doit s'inspirer la politique régionale et, depuis, le Comité de politique économique du Conseil approfondit l'étude des différentes questions ainsi soulevées. Cependant, malgré le large accord réalisé au niveau ministériel sur les objectifs généraux, les travaux des experts progressent lentement, et il est peu probable que le Conseil puisse à nouveau se saisir du problème avant les mois de mai ou juin. Jusqu'ici, le seul point sur lequel un accord détaillé se soit fait jour est celui des priorités à établir. Mais cet accord ne fait qu'entériner le choix déjà opéré par le Conseil dans le cadre du troisième Programme de politique économique à moyen terme, à savoir : (1) difficultés créées par le retard considérable de certaines grandes régions périphériques sous-développées; (2) difficultés susceptibles d'être directement entraînées par l'intégration communautaire (par exemple dans les régions frontalières); (3) impact régional des principales politiques communes, et surtout de la politique agricole, qui doivent être articulées avec des dispositions visant à promouvoir des activités économiques saines dans les régions affectées par l'évolution agricole.

Pour ce qui est des moyens financiers à mettre en oeuvre pour obtenir des résultats concrets, on est, en revanche fort loin d'un accord. Dans une étude relative aux possibilités d'utilisation pour la politique régionale des moyens actuellement existant (FEOGA, Fonds Social, Banque Européenne, "impôt" CECA), la Commission constate que les sommes recueillies au titre de ces diverses sources font dans la plupart des cas l'objet d'affectations bien précises. Or, les avis des Etats membres divergent sur le point de savoir si oui ou non, et dans quelle mesure, il convient d'envisager la création de moyens financiers nouveaux. L'Italie, où l'on porte un intérêt particulier aux problèmes du développement régional, est le seul des pays membres à le demander avec insistance. Dans d'autres capitales, tout en ne repoussant pas une telle éventualité, on estime qu'il faudrait d'abord être certain que les moyens existants sont effectivement insuffisants, notamment si l'on s'efforce d'améliorer leur emploi en fonction des besoins régionaux. Mais à Bonn, on manifeste, du moins pour l'instant, une opposition assez nette.

Un autre problème à attendre encore une solution est celui de la formation d'un Comité permanent de développement régional. Chacun admet la nécessité d'un tel organe, mais dont on ne sait trop encore quelle mission lui confier, et surtout quelle forme institutionnelle lui donner. Selon la Commission, ce Comité devrait être chargé de tous les examens réclamés par les programmes nationaux de développement régional pour être harmonisés quand leur application est de nature à avoir des conséquences sur le plan communautaire, et c'est elle-même, gardienne de l'intérêt communautaire, qui devrait le coiffer. En revanche, certains Etats membres pensent qu'il devrait être une émanation du Conseil, voire un instrument des gouvernements qui, de toute façon, garderont les responsabilités les plus lourdes en matière de politique régionale.

Un dernier problème qui reste encore à résoudre est celui du régime des aides à caractère régional. Il revêt une importance particulière puisqu'il y va du maintien des conditions de concurrence à l'intérieur de la Communauté.

AIDES D'ADAPTATION ET DE RECONVERSION.- La Commission poursuit l'action sectorielle dont elle a le soin en vertu du Traité de la CECA. Dans les régions touchées par l'adaptation des industries minière et sidérurgique, elle a ainsi accordé en 1970 des aides de réadaptation d'un montant supérieur à Uc 25 millions. Ces aides bénéficieront à 21.573 travailleurs dont 9.210 aux Pays-Bas (où un vaste programme concernant l'ensemble de la production charbonnière est en cours d'exécution), 8.177 en France, 2.766 en Belgique et 1.591 en Allemagne. En même temps, la Commission a continué à accorder des crédits de reconversion industrielle prélevés sur le produit des emprunts CECA et assortis d'une bonification d'intérêt financé avec ses moyens propres. En 1970, ces crédits ont dépassé Uc 15 millions.

DU NOUVEAU A EURATOM.- La Commission a nommé M. Caprioglio Directeur Général du Centre Commun de Recherches. Elle a ainsi franchi un premier pas vers la réorganisation du CCR telle qu'elle a été approuvée par le Conseil, et qui vise à conférer à celui-ci une plus grande autonomie de gestion en même temps qu'à y introduire de nouvelles méthodes de travail.

Parallèlement, M. Spinelli s'est vu charger par ses collègues de la Commission de préparer la réorganisation des Directions générales s'occupant de la recherche générale et de la direction du CCR. Ces deux directions générales seront supprimées en tant que telles, et leurs services seront probablement fusionnés avec ceux de la Direction Générale de la politique industrielle.

CONSEIL SUR L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE.- Les Ministres des Finances et des Affaires Etrangères des Six se sont réunis le 8 février à 15 heures pour tenter d'aboutir à un accord sur cette question qu'il n'avait pu épuiser lors de leur dernière session de 1970. Dans la matinée, les Ministres des Finances avaient tenu une réunion informelle chez le Ministre belge, le baron Snoy et d'Oppuers.

Avant la réunion, on manifestait ici un certain optimisme. Tout en formulant des réserves sur l'attitude de l'Italie - étonnamment peu pressé d'en finir - on imaginait que les délégations seraient guidées, sinon par l'enthousiasme, du moins par le réalisme, après l'échec du 14 décembre - justifiable, au moins en partie, par l'état de relative impréparation du dossier : un nouvel échec aurait des conséquences sérieuses. Chacun se rend bien compte qu'il traduirait des conceptions fondamentalement différentes en matière d'institutions. Dans cette hypothèse, le plus sage serait, encore une fois, d'esquiver le débat en le renvoyant au terme de la première étape de l'Union économique et monétaire. Les Six gagneraient ainsi trois ans, période au cours de laquelle des réalisations communes et pratiques pourraient arrondir des angles parfois plus idéologiques que politiques.

LES PRIX AGRICOLES.- La Commission a adopté une proposition de résolution englobant ses propositions de prix agricoles pour la prochaine campagne (1971-72) et de réformes des structures de production. Le fait qu'il ne s'agisse que d'un seul et même projet marque bien à quel point, dans l'esprit de la Commission, les deux sujets sont indissociablement liés. Le raisonnement n'est plus à faire : la croissance équitable des revenus agricoles ne peut être assurée par la seule politique des prix qui doit être complétée par des actions socio-structurelles. Depuis le dépôt du Plan Mansholt, il y a dix ans, les Six tergiversent. Ils se trouvent maintenant au pied du mur.

Dans ses propositions de prix, la Commission a tenté de concilier les nécessités d'un rééquilibrage des productions et des impératifs de politique intérieure de certains pays (notamment l'Allemagne). Elle suggère :

- une hausse de 2 % du prix indicatif du blé, le prix d'intervention demeurant inchangé, ce qui a pour conséquence d'améliorer le commerce intracommunautaire et de renforcer la protection vis à vis des pays tiers.
- une hausse de 10 % du prix d'orientation de la viande bovine, répartie de façon égale sur les deux prochaines campagnes.
- une hausse de 5 % du prix indicatif et du prix d'intervention de l'orge, ce qui, d'une certaine façon, est l'abandon de la politique d'encouragement au maïs, menée depuis quelques années.
- une hausse de 5 % du prix indicatif du lait qui ne se répercutera pas sur la partie grasse du lait (c'est-à-dire sur le prix d'intervention du beurre), mais seulement sur le soutien à la partie maigre (prix d'intervention de la poudre de lait et subvention pour la poudre destinée à l'alimentation du bétail).

Si ces propositions sont susceptibles de satisfaire dans une large mesure les organisations professionnelles agricoles, elles se

heurteront sans doute à une opposition farouche de l'Italie dont on n'emportera le consentement qu'en lui consentant des sérieux avantages en matière structurelle. Des réactions défavorables de plusieurs pays tiers sont également à prévoir. Les Etats Unis d'abord, que le renforcement de la protection du marché du blé va particulièrement irriter alors qu'ils réclament au contraire une diminution du soutien accordé aux céréaliers communautaires. Les pays exportateurs de viande bovine ensuite, notamment les Sud américains qui voient d'un mauvais oeil la politique d'encouragement de la production suggérée par la Commission. Quant à la Grande Bretagne, déjà préoccupée par l'important rattrapage des prix agricoles qu'elle doit réaliser, elle voit le fossé qui lui reste à combler se creuser sensiblement. En matière de rattrapage, la France se trouve d'ailleurs elle-même dans une situation inconfortable. C'est cette année qu'elle doit combler la marge de prix née de la dévaluation du franc. Pour la viande bovine et les produits laitiers, c'est chose faite. Mais il n'en va pas de même pour les céréales (l'orge notamment) et les betteraves.

Par ailleurs, la Commission complète et aménage les projets de Directives soumis au Conseil en mars 1970, relatifs aux modernisations de structures et qui n'ont toujours pas fait l'objet d'un examen ministériel à proprement parler .

1°) Modernisation des exploitations agricoles. La Commission prévoit des aides financières pour les exploitations en mesure de se développer afin d'atteindre une production rationnelle. Le critère retenu est qu'elles atteignent en un certain nombre d'années, grâce à des méthodes de travail modernes, un revenu individuel brut redressé se situant entre \$ 10.000 et 12.500 pour 2.300 heures de travail par an. L'exploitant sollicitant une aide financière devra non seulement avoir une formation professionnelle suffisante et tenir une comptabilité, mais surtout soumettre un "plan de développement" de son exploitation (d'une durée de 3 à 6 ans). Les propositions de la Commission prévoient des bonifications d'intérêt pour les investissements, des garanties de crédit, des aides au démarrage et des aides pour la tenue d'une comptabilité, à quoi s'ajoutent des aides éventuelles, personnelles, à titre de complément de revenus.

2°) La production. La politique de modernisation tient compte de l'équilibre à établir sur le marché agricole. La Commission propose donc la création d'une prime spéciale pour les exploitants dont les plans de développement seraient approuvés et qui s'orienteraient vers la production de viande. Par contre, en cas d'accroissement du cheptel laitier, une aide ne peut être octroyée que si la superficie de pâturages correspond à au moins un tiers de la superficie totale de l'exploitation.

3°) Cessation de l'activité agricole. La Commission estime qu'il est nécessaire que le nombre des producteurs agricoles continue à diminuer, mais que la cessation de l'activité agricole ait lieu dans des conditions sociales acceptables. Elle prévoit donc le versement d'au moins \$ 1.000 par an aux exploitants qui veulent quitter l'agriculture et sont âgés de 55 ans ou plus. La Commission a complété cette aide en prévoyant une subvention au profit des agriculteurs de 45 à 55 ans qui continuent leurs activités, mais comptent

l'interrompre à 55 ans. Mais il faut dans tous les cas une véritable cessation de l'activité agricole se traduisant soit par le reboisement des terrains, soit par l'apport de ceux-ci à d'autres exploitants dans le cadre d'une modernisation.

4°) Limitation de la superficie agricole utilisée. La Commission propose d'interdire le gain de nouvelles terres et tout défrichement destiné à la production agricole (tous nouveaux projets devant lui être soumis). Un régime d'aide sera instauré en vue de favoriser l'affectation des terres agricoles utilisées au reboisement ou à des fins de détente.

5°) L'information socio-économique et la formation. La Commission souhaite créer des possibilités de formation professionnelle complémentaires pour les ruraux voulant continuer à travailler dans une agriculture européenne moderne. Cette formation complémentaire comprend tant un enseignement général qu'un enseignement technique et économique pour les intéressés ayant dépassé l'âge de la scolarité. Cette proposition a été complétée par l'octroi de bourses d'études pour les enfants d'agriculteurs.

6°) Groupements de producteurs (il s'agit en l'occurrence non d'une proposition de Directive mais d'une proposition de Règlement). C'est un "vieux" projet que la Commission tend, à nouveau, de "faire sortir".

La Commission a enfin apporté une modification essentielle à ses projets de l'année dernière. A l'époque, elle avait prévu que le FEOGA financerait les projets à concurrence, suivant les cas, de 50 %. C'était une règle d'application générale. Elle propose maintenant une "régionalisation" de l'intervention du Fonds. Le concours financier européen serait conçu pour avantager les régions agricoles deshéritées et, dans cette hypothèse, l'intervention du FEOGA pourrait aller jusqu'à 75 % du coût des projets (mais "descendre" à 25 % pour les régions riches). Cette disposition joue essentiellement au profit du Sud de l'Italie, de la Bretagne et de certaines régions allemandes.

interference with the work of the...
of the...
of the...
of the...

1. The...
of the...
of the...
of the...

2. The...
of the...
of the...
of the...

3. The...
of the...
of the...
of the...

4. The...
of the...
of the...
of the...

E U R O F L A S H

- P. 14 - ASSURANCES - Belgique: THE TRAVELERS ouvre une succursale à Bruxelles.
- P. 14 - AUTOMOBILE - Allemagne: PEUGEOT prépare l'ouverture d'une succursale à Munich; NATIONALE AUTOMOBIL-GESELLSCHAFT est filiale d'AEG TELE-FUNKEN. Belgique: MONROE AUTO EQUIPMENT ouvre une succursale à Bruxelles; Association franco-belge dans TRANSPORTS VANDECASTEELE. Congo: PEUGEOT s'installe à Kinshasa.
- P. 15 - BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - Belgique: GROUPEMENT INDUSTRIEL DE MANUFACTURES DE MENUISERIES fusionne deux filiales; PRODUCTIONS ESSEMES BELGIQUE est à capital français. France: CIMENTS DE PONT-A-VENDIN passe sous le contrôle de VICAT.
- P. 16 - CAOUTCHOUC - Pays-Bas: VERNAY LABORATORIES s'installe à Oldenzaal.
- P. 16 - CHIMIE - Allemagne: CYTEX DR. OEHMKE & C° passe sous le contrôle de HOLT PRODUCTS; Une concentration donne naissance à CIBA-GEIGY; CARL SPAETER se défait de certains actifs au profit de CONCORDIA BERGBAU; SCHERING absorbe une filiale. Belgique: WERNER & MERTZ ferme sa filiale d'Eupen; EXIMP est à capital allemand. France: CHIMIQUE DES CHARBONNAGES prend le contrôle de ETS VAN CAUWENBERGHE.
- P. 17 - COMMERCE - France: Création de GENERALE DE MAGASINS. Grande-Bretagne: GENERALE OCCIDENTALE reprend d'anciens actifs de CADBURY.
- P. 18 - CONSEIL ET ORGANISATION - Allemagne: Association franco-américaine dans HAY-METRA BERATUNGEN. Belgique: DRAKE SHEAHAN/STEWART DOUGALL s'installe à Bruxelles; SERVINTER ferme sa filiale de Bruxelles. Italie: Trois filiales pour CONTEST GmbH. Pays-Bas: McALLEY ASSOCIATES s'installe à Amsterdam.
- P. 19 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne: Resserrement des liens HERMAN ZANKER/AEG TELEFUNKEN; Une filiale de coordination pour ROBERT BOSCH. Belgique: BURNDY s'installe à Bruxelles, et MICHAEL BECKETT LTD à Anvers. France: FINALEC se transforme en SCHLUMBERGER INSTRUMENTS & SYSTEMES; CONTINENTAL ELECTRIC ouvre une succursale à Lille. Italie: Concentration au profit de RAPISARDA CAVI.
- P. 20 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: VIRAX développe sa filiale de Frechen/Köln; M.A.N. devient majoritaire dans BÜSSING AUTOMOBILWERKE. Belgique: PFAFF ouvre une succursale à Bruxelles; DURCO EUROPE est filiale de THE DURIRON. France: Seconde filiale pour BENTONE-VERKEN; Les accords CAMIONS WILLEME/PEREZ & RAIMOND; DIACO passe sous le

contrôle de FRANCAISE DE CHAUFFAGE URBAIN; Association FORGES STE-PHANOISES/TERROP/FORGES DE LA LOIRE dans TECMAN. Italie: Création de DEMAG POKORNY; ALVEY INC. s'installe à Rome; Association italo-américaine dans ARMCO MOLY-COP; G. L. REXROTH s'installe à Milan, et OERLIKON-BÜHRLE à Caserta. Pays-Bas: INDUSTRA MACHINES BENELUX est à capital allemand; MURFITT LTD s'installe à Dordrecht; INBOUW passe sous le contrôle d'UNILEVER.

- P. 24 - EDITION - Allemagne: KONRADIN-VERLAG devient actionnaire de VERLAG FÜR FACHLITERATUR.
- P. 24 - ELECTRONIQUE - Belgique: DIGITAL EQUIPMENT s'installe à Bruxelles. France: GRETAG ELECTRONIC FRANCE est à capital suisse, et ZODIAC INTERNATIONAL à capital allemand. Pays-Bas: Création de PHILIPS ELECTROLOGICA NEDERLAND. Suisse: PROMODATA s'installe à Zurich.
- P. 26 - FINANCE - Allemagne: WALDTHAUSEN & C° passe sous le contrôle de SLOMAN BANK; ADCA transforme en succursale PREUSKER & THELEN. Autriche: BANKHAUS C.A. STEINHÄUSSER appartient à QUELLE. France: FRANKFURTER HYPOTHENBANK prend 12,5 % dans INTERNATIONALE D'ETUDES & D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS EN FRANCE; Association franco-soviétique dans GISOFRA; NATIONAL & GRINDLAYS BANK porte à 70 % sa participation dans BANQUE OTTOMANE (FRANCE); BANK LEUMI-ISRAEL B.M. transforme en succursale son bureau de Paris. Italie: MORGAN & CIE INTERNATIONAL prépare l'ouverture d'une succursale à Rome; FINANZIARIA FRATELLI G. & A. NATTINO reprend la participation américano-britannique dans EURAMERICA; BANCO DE BILBAO ouvre une représentation à Milan; FIDUCIARIA FIRST NATIONAL CITY FLAMINIA ouvre une succursale à Milan. Portugal: BANQUE NATIONALE DE PARIS ouvre un bureau à Lisbonne. Suisse: BANQUE DE L'INDOCHINE participe au développement de CONTINENTALE DE GESTION FINANCIERE. USA: AETNA LIFE & CASUALTY négocie la prise de contrôle d'AMSTERDAM OVERSEAS.
- P. 29 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne: D.U.B. devient majoritaire dans SCHLEGEL-SCHARPENSEEL-BRAUEREI; HENKEL fusionne deux filiales. Belgique: Association franco-italienne dans DAMOY-STE VINICOLE INTERNATIONALE; LA CORBEILLE passe sous le contrôle de RAFFINERIE & SUCRERIE DU GRAND PONT; MARTINEZ est à capital espagnol. France: MARCHAND prend 49 % dans SINAVIL. Italie: UNITED MERCHANTS est filiale de SIPAD. Pays-Bas: SCHADE & BUYSING passe sous le contrôle indirect de CAVENHAM FOODS; MENEBA prend le contrôle absolu d'AMERSFOORTSE BROODFABRIEK; SIMON PIJPER passe sous le contrôle de ERVEN LUCAS BOLS.
- P. 31 - METALLURGIE - Allemagne: Concentration au profit de MANNESMANN-RÖHREN- & EISENHANDEL. Belgique: USINES METALLURGIQUES DE VALLORBE s'installe à Liège, et PAVAILLER CONSTRUCTIONS METALLURGIQUES à Bruxelles; VALLOUREC prend le contrôle de TUBES DE HAREN; METALLURGIQUE HAINAUT-

SAMBRE prend 50 % dans COMMERCIALE & FINANCIERE CAROLOREGIENNE; COMETE ouvre une succursale à Liège. France: HOUDRY PROCESS & CHEMICALS se défait de son contrôle sur MANUFACTURE GENERALE DE RESSORTS; Le nouveau potentiel d'AFFIMET; Les apports d'UGINE KUHLMANN à COPEAC. Italie: CONSTRUCTION SPECIALTIES s'installe à Milan; Nouvelle filiale pour SCHWEIZERISCHE ALUMINIUM. Pays-Bas: O.G.E.M. prend le contrôle de BINGHAM BRANDT.

- P. 34 - PAPIER - Allemagne: VER. ALTENBURGER & STRALSUNDER prend le contrôle de C. ABEL-KLINGER.
- P. 34 - PARFUMERIE - Allemagne: HOECHST fusionne deux filiales. France: BANEXI et OMNIUM DE PARTICIPATIONS FINANCIERES prennent conjointement 49 % dans PARFUMS ROCHAS; MOET & CHANDON devient majoritaire dans PARFUMS DIOR.
- P. 35 - PHARMACIE - Autriche: DR. SCHIEFFER ARZNEIMITTEL s'installe à Vienne. France: GENERALE OCCIDENTALE prend le contrôle de LABORATOIRES DE MEDECINE EXPERIMENTALE G. TETARD. Italie: FARMACEUTICA SARMA passe sous le contrôle de PRODUCTS RESEARCH & CHEMICAL.
- P. 35 - PUBLICITE - Belgique: THE INTERPUBLIC GROUP ouvre une succursale à Bruxelles. France: EUROBAGS FRANCE est à capital italien.
- P. 36 - TABAC - Luxembourg: MARTIN BRINKMANN prend le contrôle de MANUFACTURE DE TABACS HEINTZ VAN LANDEWYCK.
- P. 36 - TEXTILES - Allemagne: STÖHR & C° absorbe une filiale; GOETZ prend le contrôle de ODERMARK. Belgique: LEVI STRAUSS & C° fusionne deux filiales; BW-LAKATEX est à capital néerlandais. Italie: PHILIPPE DERE' ITALIA est à capital français.
- P. 37 - TOURISME - Belgique: Création de TIPS REIZEN. Espagne: Association franco-espagnole dans GENERAL DE RESTAURANTES.
- P. 38 - TRANSPORTS - Belgique: Resserrement des liens DEUTSCHE OST-AFRIKA LIGNE/MARITIME BELGE-LLOYD ROYAL. France: DEUGRO TRANSPORTS est à capital allemand; Les intérêts de HACHETTE dans STE DE TRANSPORTS SA S.T.A. Pays-Bas: GREYHOUND reprend certains actifs à VAN MAANEN.
- P. 39 - VERRE - France: W.Q.S. FRANCE est à capital allemand; Les apports de SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON à SAINT-GOBAIN.
- P. 39 - DIVERS - Allemagne: SHERWIN-WILLIAMS développe SCHMITZ & LUDWIG & C° (brosserie industrielle). Suisse: FRATELLI LOZZA (lunetterie) s'installe à Birsfelden/Bâle.
-

ASSURANCES

(599/14) Le groupe d'assurances américain THE TRAVELERS CORP. de Hartford/Conn. (cf. n° 542 p.29) a ouvert à Bruxelles une succursale que dirige M. Michael Sandman.

Une des sociétés de ce groupe, la firme de software RANDOLPH COMPUTER CORP. (Greenwich/Conn.), a récemment constitué une filiale de portefeuille à Luxembourg, RANDOLPH BOSTON OVERSEAS HOLDING SA (capital de \$ 16.000), en association paritaire avec la FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON (cf. n° 582 p.31).

AUTOMOBILE

(599/14) Poursuivant son expansion à l'étranger (cf. notamment n° 584 p.19), le constructeur français AUTOMOBILES PEUGEOT SA (cf. n° 594 p.20) a pris deux nouvelles initiatives : 1) création d'une filiale commerciale au Congo-Kinshasa, PEUGEOT AUTOMOBILE CONGO SA; 2) association paritaire en Belgique - à travers sa filiale de transport et d'affrètement GROUPAGES EXPRESS DE FRANCE-COMTE SA de La Garenne-Colombes/Hts-de-Seine (cf. n° 327 p.27) - avec M. Roger Vandecasteele pour la constitution de l'entreprise TRANSPORTS VANDECASTEELE N.V. (Aalbeke) au capital de FB. 1 million.

Il prépare par ailleurs un renforcement de ses intérêts en République Fédérale où sa filiale de Schafbrücke/Sarre PEUGEOT AUTOMOBILE DEUTSCHLAND GmbH (cf. n° 507 p.19) sera prochainement dotée d'une succursale à Munich.

(599/14) Spécialiste de pièces mécaniques et accessoires de carrosseries automobiles, le groupe MONROE AUTO EQUIPMENT C° de Monroe/Mich. (cf. n° 550 p.27) a renforcé ses intérêts en Belgique en dotant sa filiale suisse MONROE TRADING SA (Fribourg) d'une succursale à Bruxelles, placée sous la direction de M. Philip K. Hills.

Le groupe américain disposait déjà d'une filiale à St-Truiden, MONROE BELGIUM N.V., qui est associée à parité dans l'entreprise de dispositifs de suspension, amortisseurs et stabilisateurs MONROE-ANCO SA (St-Troud) avec la compagnie américaine THE ANDERSON C° (Gary/Ind.).

(599/15) Le groupe AEG TELEFUNKEN AG (cf. n° 594 p.27) s'est enrichi d'une nouvelle filiale à Francfort, NAG NATIONALE AUTOMOBIL-GESELLSCHAFT AG (capital initial de DM. 100.000), qui se consacrera, sous la direction de MM. Odo Walther, H. Krause, G. Evers et G. Terhorst, à l'appareillage électrique pour l'industrie automobile notamment.

Le groupe en partage le contrôle avec ses filiales AEG ELECTRONICA GmbH (Francfort), ELEKTRO-ASSEKURANZ VERMITTLUNGS-GESELLSCHAFT mbH de Francfort (cf. n° 548 p.23), HIRSCH KUPFER & MESSING WERKE GmbH de Berlin (cf. n° 296 p.22) et NATIONALE AUTOMOBIL-GESELLSCHAFT AG de Berlin (cf. n° 358 p.18).

BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS

(599/15) L'entreprise française GIMM-GROUPEMENT INDUSTRIEL DE MANUFACTURES DE MENUISERIES SA (Tassin-la-Demi-Lune/Rhône) - qui réunit une dizaine de firmes de menuiserie - a procédé à une rationalisation de ses intérêts en Belgique en fusionnant ses filiales de Fontaine-l'Evêque BELGIMM SA et STE D'APPROVISIONNEMENT POUR LA BELGIQUE DE MENUISERIES GIMM-SABEGIMM SA, au profit de la seconde qui, transformée en STE D'APPROVISIONNEMENT POUR LE BENELUX DE MENUISERIES GIMM-SABEGIMM SA, a porté son capital à FB. 2,5 millions.

Spécialisée notamment dans les châssis de fenêtres, placards de rangement, persiennes et portes, GIMM dispose également d'une filiale à Francfort, INDUSTRIELLE BAU ELEMENTE GmbH, et d'une autre à Barcelone, PRODUCTOS INTERNACIONALES DE MADERAS SA (cf. n° 309 p.34).

(599/15) Le groupe français STE DES CEMENTS VICAT SA de Grenoble (cf. n° 579 p.19) s'est assuré le contrôle à 75 % de la compagnie CEMENTS DE PONT-A-VENDIN SA (Pont-à-Vendin/Pas-de-Calais), qui a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 43 millions avec une production de 560.000 t.

VICAT, qui a récemment procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de F. 50 millions, a réalisé pour sa part en 1970 un chiffre d'affaires de F. 330 millions, représentant une production de 3,6 millions de t.

(599/15) Spécialiste de matériaux de construction (pour sols, toitures et revêtements), la firme française PRODUCTIONS ESSEMES SA (Pierrefitte/Seine-St-Denis) a constitué à Woluwe-St-Pierre la société de vente PRODUCTIONS ESSEMES BELGIQUE SA (capital de FB. 1 million), que préside M. Bernard Barrat, son propre président.

CAOUTCHOUC

(599/16) Spécialiste aux Etats-Unis de transformation de caoutchouc et plastique (notamment à usage industriel), le groupe VERNAY & LABORATORIES INC. (Yellow Springs/Ohio) a pris pied aux Pays-Bas avec la formation d'une filiale industrielle à Oldenzaal, VERNAY EUROPE N.V. (capital de Fl. 0,7 million), dirigée par M. George Asakawa.

CHIMIE

(599/16) Le groupe britannique de produits chimiques pour automobiles, anti-gel, peintures pour aérosols, enduits, produits de scellements, etc.. HOLT PRODUCTS LTD de Croydon/Surrey (cf. n° 596 p.17) a renforcé ses intérêts en République Fédérale à travers sa nouvelle filiale de Krefeld DEUTSCHE HOLT GmbH (cf. n° 588 p.19). Celle-ci s'est assurée le contrôle à Krefeld de la société CYTEX DR. OEHMKE & C° KG, représentant du groupe en République Fédérale depuis 1949, et l'a transformée en DEUTSCHE HOLT GmbH & C° KG.

HOLT, qui a récemment dissout sa filiale ROMAC FRANCE Sarl (Paris), dispose de plusieurs autres filiales chez les Six, notamment à Bièvres/Aisne (France), Bruxelles et Amsterdam.

(599/16) La compagnie allemande de produits chimiques d'entretien et nettoyage et de plastiques WERNER & MERTZ GmbH de Mayence (cf. n° 586 p.23) a simplifié ses intérêts en Belgique en fermant par anticipation sa filiale N.M.C.-INDUSTRIE BELGIQUE SA d'Eupen (cf. n° 468 p.23).

Elle partageait le contrôle de cette affaire avec ses filiales de Mayence ERDAL GmbH, SOLITAIRE GmbH et REX-AUTOPFLEGE GmbH, et d'Eupen NOEL MARQUET & CIE SA (cf. n° 480 p.22).

(599/16) Membre du groupe public CHARBONNAGE DE FRANCE-CdF SA (Paris), la STE CHIMIQUE DES CHARBONNAGES-SCC SA s'est assurée le contrôle de l'entreprise de peintures et vernis (notamment à usages sous-marins) ETS VAN CAUWENBERGHE SA (Paris). Employant quelque 180 personnes dans son usine de Gonfreville/Seine Mne, celle-ci réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 30 millions.

S.C.C. avait récemment (cf. n° 596 p.18) pris pied dans ce secteur en acquérant le contrôle de la société HELIC SA (Le Bourget/Seine-St-Denis), qui réalise avec 350 personnes un chiffre d'affaires annuel de F. 35 millions.

(599/17) Les hommes d'affaires allemands Karl Diamant et Paul Silberbusch (Cologne) sont gérants à Bruxelles de l'entreprise d'import-export d'articles techniques et chimiques de protection et d'entretien EXIMP Sprl (capital de F. 0,25 million), qu'ils ont formée en association paritaire.

(599/17) La fusion à Bâle en octobre 1970 (cf. n° 581 p.42) des groupes CIBA AG et J.R. GEIGY AG au profit du premier, transformé en CIBA-GEIGY AG au capital de FS. 323,2 millions (cf. n° 590 p.23), aura son prolongement en République Fédérale avec la concentration des sociétés CIBA AG (Wehr/Baden) et GEIGY GmbH (Francfort).

Transformée en CIBA-GEIGY AG (capital porté à DM. 19,25 millions), la première accueillera à cette occasion comme nouveaux administrateurs MM. H.B. Knuchel, B. Fischet et F. Galliker.

(599/17) Le groupe de Düsseldorf CARL SPAETER & WILHELM VON OSWALD GmbH (cf. n° 462 p.42) a cédé ses participations de 50 % dans les firmes chimiques de Düsseldorf AGRICULTURA GmbH et FRITZ HAMM GmbH (cf. n° 295 p.25) et d'Oberhausen/Rhld CHEMISCHE WERKE ROMBACH GmbH à la compagnie CONCORDIA BERGBAU AG (Oberhausen), filiale à 54,23 % du groupe de Berlin SHERING AG (cf. n° 595 p.18), qui en a ainsi le contrôle absolu.

CONCORDIA BERGBAU s'est par ailleurs associée (25/75) avec FRITZ HAMM pour former à Duisburg la société CHEMIEWERK WANHEIM GmbH (capital de DM. 0,4 million), chargée de la construction sur les terrains de l'ancienne entreprise CURTIUS d'une usine d'acide sulfurique.

(599/17) Le groupe chimico-pharmaceutique SHERING (cf. supra) a simplifié ses structures en absorbant sa filiale de colles et adhésifs PESCHKEN & STEWNER GmbH de Buxtehude (cf. n° 540 p.37), après en avoir pris le contrôle absolu.

COMMERCE

(599/17) Membre au Royaume-Uni du groupe français GENERALE OCCIDENTALE SA (cf. n° 590 p.39), le groupe CAVENHAM FOODS LTD de Slough/Bucks. (cf. n° 585 p.35) a repris au prix de £ 0,7 million à la banque KEYSER ULLMANN LTD de Londres (cf. n° 564 p.31) - qui l'avait elle-même acquise du groupe CADBURY SCHWEPPE LTD - la chaîne de 420 magasins de journaux, tabacs, confiserie, etc... exploitée par les firmes BIRRELL LTD et R.S. McCOLL LTD : animées par M. Roland Franklin, celles-ci réalisent un chiffre d'affaires annuel de £ 14 millions environ.

(599/18) De création récente pour la construction et l'exploitation d'un hypermarché à Valence/Drôme, la firme française STE GENERALE DE MAGASINS SA de Sassenage/Isère (capital de F. 5 millions), que préside M. Paul Cathiard, résulte de l'association du groupe succursaliste de Lyon COFRADEL-CIE FRANCAISE DU GRAND DELTA SA (cf. n° 593 p.29) avec les compagnies ETS GENTY-CATHIARD SA (Sassenage) et ETS GUERIN SA (Valence).

CONSEIL ET ORGANISATION

(599/18) Liée par des intérêts croisés avec la filiale ATTWOOD INSTITUT FÜR MARKTANALYSE GmbH (Wetzlar) de l'ATTWOOD GROUP OF COS. LTD de Londres (cf. n° 595 p.19), la firme d'analyse, études de marchés, sondages d'opinion et recherche appliquée CONTEST GmbH-INSTITUT FÜR PSYCHOLOGIE & SOZIOLOGIE de Francfort (cf. n° 564 p.22) a présidé à la naissance à Milan des entreprises ALGORITHM Srl (capital de Li. 3 millions), CONTEST Srl (Li. 5 millions) et INTERPRINT STAMPE & EDIZIONI Srl (Li. 3 millions), toutes trois dirigées par MM. Herbert Kurt (Neu Isenburg) et Jochen Ehrhardt.

(599/18) Affiliée pour 25 % depuis 1970 à la banque MORGAN GRENFELL & C° LTD de Londres (cf. n° 554 p.29) ainsi qu'au groupe UNITECH LTD (cf. n° 566 p.25), la compagnie de conseil en marketing et organisation McALLEY ASSOCIATES LTD (cf. n° 511 p.22) s'est donnée une filiale à Amsterdam, KNAPPER & McALLEY N.V., dirigée par M. Wouter Knapper.

La fondatrice, présente depuis 1963 à Bruxelles-Ixelles avec une filiale sous son nom, possède à Cambridge une filiale d'informatique, CAMBRIDGE COMPUTER SERVICES LTD.

(599/18) L'association nouée dès 1967 à Paris (cf. n° 402 p.35) entre le groupe de sélection de cadres supérieurs et perfectionnement de dirigeants d'entreprises EDWARD N. HAY & ASSOCIATES de Philadelphie (cf. n° 588 p.21) et la compagnie SEMA METRA INTERNATIONAL SA a eu son prolongement en République Fédérale avec la création à Francfort d'une filiale commune, HAY-METRA BERATUNGEN GmbH (capital de DM. 100.000), dirigée par MM. Frederik A. Tuchmann et Claude Jedy.

(599/18) La firme de conseil en gestion DRAKE SHEAHAN/STEWART DOUGALL INC. de New York a pris pied en Belgique avec la formation d'une filiale à Bruxelles, DRAKE SHEAHAN/STEWART DOUGALL INTERNATIONAL SA (capital de FB. 50.000).

(599/19) L'entreprise suisse de conseil en organisation SERVINTER AG de Zug (cf. n° 476 p.19) a fermé la succursale qu'elle avait installée à Bruxelles en 1966. Elle reste cependant présente dans le pays avec une filiale à Auderghem, SERVINTER BELGIUM Sprl, créée en juillet 1968.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(599/19) La compagnie d'équipements électriques et électroniques BURNDY CORP. de Newal/Conn. (cf. n° 553 p.31) a étoffé ses intérêts en Belgique en dotant sa filiale BURNDY ELECTRA SA (Mechelen) d'une filiale commerciale à Auderghem-Bruxelles, BURNDY DISTRIBUTION SA (capital de FB. 1 million), que préside M. J. Rogoff et dirige M. A. Bouckaert.

BURNDY dispose de filiales sous son nom à Paris, Cologne, Turin, Rotterdam, Zurich, Stockholm ainsi qu'à Barcelone (CIA IBERICA ELECTRA SA) et à Londres BICC-BURNDY LTD - cette dernière en association paritaire avec le groupe BRITISH INSULATED CALLENDER'S CABLES LTD (cf. n° 581 p.39).

(599/19) Les accords de coopération industrielle ainsi que d'assistance technique et de sous-traitance réciproque dans le domaine de l'électroménager (machines à laver le linge et la vaisselle, réfrigérateurs, etc...) conclus en 1970 entre la compagnie de Tübingen HERMAN ZANKER KG (cf. n° 573 p.20) et le groupe de Berlin AEG TELEFUNKEN AG (cf. supra, p.15) sont maintenant assortis de liens financiers : une nouvelle filiale du second, ZANKER GmbH, est devenue commanditaire de la première.

Celle-ci, qu'anime le Dr. Klaus Knebbe, et sa filiale de Bad Neustadt/Saale FORBACH GmbH & C° KG (cf. n° 462 p.28), spécialiste d'appareils de chauffage électrique et chauffe-eau, ont réalisé en 1970 avec 1800 personnes un chiffre d'affaires de DM. 100 millions environ.

(599/19) La compagnie italienne de câblerie électrique et fils à haute et basse tension RAPISARDA CAVI SpA de Formia/Latina (cf. n° 592 p.27), qu'anime M. Giuseppe Bruni, a absorbé sa société soeur de revêtements plastiques pour conducteurs électriques RECON SpA (Gorgonzola/Milano), que dirigent MM. G. Bruni et Franco Bruni, et a porté en conséquence son capital à Li. 844 millions.

RAPISARDA CAVI (anc. PLASTICS & CABLES SpA de Naples) a dernièrement négocié à son profit la même opération avec une autre firme de câblerie électrique, MOOR SpA de Limbiate/Milano (cf. n° 564 p.24), qui s'était elle-même grossie en 1970 de la firme C.E. ITALCONDUTTORI ELETTRICI ITALIA SpA (Giugliano/Napoli).

(599/20) L'entreprise britannique d'appareillages électro-mécaniques et électroniques MICHAEL BECKETT LTD (Pewsey/Wits.) a installé une filiale commerciale à Anvers, MICHAEL BECKETT BELGIUM N.V. (capital de FB. 1 million), que préside M. Michael Beckett.

(599/20) Pivot du regroupement des activités "équipements de comptage et de contrôle industriel" de la CIE DES COMPTEURS SA de Paris (cf. n° 594 p.19) et de sa nouvelle compagnie mère SCHLUMBERGER LTD (New York), la STE FINANCIERE AUXILIAIRE DE L'ELECTRICITE FINALEC Sarl a reçu : 1) de la première son usine de Montrouge/Hts-de-Seine (évaluée à F. 3,4 millions); 2) de sa filiale S.A.I.P. -STE D'APPLICATIONS INDUSTRIELLES DE LA PHYSIQUE SA de Malakoff/Hts-de-Seine (cf. n° 578 p.27) son usine de Malakoff (F. 3,2 millions); 3) de la STE D'INSTRUMENTATION SCHLUMBERGER SA (Paris), ses usines de Villacoublay/Yvelines, Rueil-Malmaison/Hts-de-Seine, Bagneux/Hts-de-Seine et Maneville-sur-Risle/Eure (F. 153,2 millions). Finalement, transformée en SCHLUMBERGER INSTRUMENTS & SYSTEMES SA, elle a élevé son capital à F. 50,9 millions.

Cette opération est la première étape de la transformation de la CIE DES COMPTEURS en compagnie de portefeuille. Elle sera suivie de l'apport par celle-ci de ses Départements "instrumentation électronique" et "robinetterie industrielle" aux compagnies STE COMPTEURS SCHLUMBERGER SA et SERSEG SA - qui reprendront également les actifs correspondants de SCHLUMBERGER.

(599/20) Les activités du groupe électrique et électronique de Stuttgart ROBERT BOSCH GmbH (cf. n° 598 p.17) dans le secteur des machines d'emballage et conditionnement seront coordonnées par une nouvelle filiale, ROBERT BOSCH VERPACKUNGSMASCHINEN GmbH (Stuttgart), appelée à coiffer les filiales ou affiliées spécialisées FR. HESSER MASCHINENFABRIK AG (Stuttgart) avec sa propre filiale CARL DROHMANN GmbH (cf. n° 545 p.24), HÖFLINGER & KARG GmbH de Wai-blingen/Rems (cf. n° 480 p.27), GEBR. HÖLLER MASCHINENFABRIK GmbH de Bergisch-Gladbach (cf. n° 519 p.25) et HAMAC-HANSELLA GmbH de Viersen (cf. n° 495 p.28).

(599/20) La société d'import-export (notamment d'appareils électriques) CONTELEC-CONTINENTAL ELECTRIC Sprl de Bruxelles, que gère M. Bilteryst, a ouvert une succursale en France (Lille).

CONSTRUCTION MECANIQUE

(599/20) Spécialiste en République Fédérale de machines d'extrusion et usinage plastiques, la société ROLF KESTERMANN, MASCHINENFABRIK (Bad Oeynhausen) s'est donnée aux Pays-Bas une filiale de vente, INDUSTRIA MACHINES BENELUX N.V. (Lithoyen-Lith) au capital de Fl. 100.000, que dirige M. Leendert Smit.

(599/21) La compagnie française d'outillages VIRAX SA (cf. n° 598 p.21) a accru sa participation dans sa filiale industrielle FRAMEC MASCHINENFABRIK GmbH de Frechen/Köln (cf. n° 520 p.34), dont elle a porté le capital à DM. 0,5 million pour en permettre l'expansion.

Gérée par M. Jérôme B. Blum et transformée en VIRAX (DEUTSCHLAND) GmbH, celle-ci assurera également la vente des matériels de sa compagnie-mère, distribués jusqu'ici par l'affiliée de Frechen VIRAX-SAUNIER DUVAL (DEUTSCHLAND) GmbH.

(599/21) Le groupe mécanique et métallurgique DEMAG AG de Duisburg (cf. n° 594 p.20) a renforcé ses intérêts en Italie - une filiale sous son nom à Agrate Brianza (cf. n° 588 p.27), dotée de succursales à Gênes, Florence, etc.. - en constituant à Milan l'entreprise DEMAG POKORNY SpA, chargée de la distribution des moteurs et matériels de génie civil de la filiale FRANKFURTER MASCHINENBAU AG-VORM. POKORNY & WITTEKING de Francfort (cf. n° 512 p.24).

Celle-ci, qui réalise avec 1.200 ouvriers un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM. 75 millions, possède plusieurs filiales FMA POKORNY à l'étranger, notamment à Dublin et Paris (cf. n° 489 p.25).

(599/21) Membre à Wisbech/Cambs. du groupe ASSOCIATED BRITISH MALTSTERS LTD (Newark/Notts.) et spécialisée dans les équipements de maintenance et déchargement pour véhicules lourds, appareillages hydrauliques et grues pour containers de 60 m3, l'entreprise britannique MURFITT LTD (cf. n° 399 p.25) s'est donnée une filiale à Dordrecht, FITT NEDERLAND N.V., dirigée par MM. J.B. de Raaf et J. Troost.

La fondatrice est présente depuis 1963 en Belgique (cf. n° 215 p.16) avec une affiliée à Anderlecht-Bruxelles, MURFITT CONTINENTAL SA (anc. Gembloux).

(599/21) Spécialiste aux Etats-Unis de matériels de maintenance et convoyage, la compagnie ALVEY INC. de St-Louis/Mo. (anc. ALVEY CONVEYOR MFG. Co - cf. n° 524 p.19) a installé à Rome une filiale de vente et d'assistance technique, ALVEY ITALIA SpA (capital de Li. 10 millions), dirigée par MM. Maurice Peer (Bruxelles), Ernest Auerbacher (Clayton/Mo.) et Rodolfo Peroni.

Les intérêts commerciaux de la fondatrice chez les Six sont notamment portés par les filiales belge ALVEY CONVEYOR EUROPE SA de Breendonk-Willebroek (cf. n° 331 p.22) et française ALVEY CONVEYOR FRANCE Sarl (Crosnes/Essonne).

(599/21) L'entreprise suédoise de brûleurs à mazout et à gaz BENTONE-VERKEN A/B (Ljungby) a renforcé son implantation en France en dotant sa filiale de La Plaine-St-Denis/Seine-St-Denis BENTONE FRANCE SA (cf. n° 466 p.34) d'une filiale à son siège, BENTONE SA (capital de F. 0,3 million), que préside M. Birger Samuelson.

(599/22) Le constructeur allemand de machines à coudre G.M. PFAFF AG de Kaiserslautern (cf. n° 463 p.23) a étoffé ses intérêts à Bruxelles - où il dispose d'une filiale directe, PFAFF BELGIQUE SA (cf. n° 388 p.26) - en ouvrant, sous la direction de M. G. Warlop, une succursale de sa filiale PFAFF NEDERLAND N.V. ('s-Hertogenbosch).

PFAFF, qui exerce également ses activités dans le domaine de l'appareillage électroménager et des machines d'équipements à travers des filiales spécialisées, dispose d'un large réseau commercial à l'étranger.

(599/22) La filiale à Gênes ARMCO SpA (cf. n° 462 p.41) du groupe sidérurgique ARMCO STEEL CORP. de Middletown/Ohio et New York (cf. n° 535 p.34) s'apprête à développer son potentiel industriel avec l'implantation à Cividale del Friuli/Udine d'une usine de machines-outils. Opérationnelle en 1972, cette unité sera exploitée par une affaire du nom d'ARMCO MOLY-COP SpA, créée en association avec les compagnies REMO LANDINI (Vérone) et TECHNIT SpA de Milan (cf. n° 586 p.31).

En Italie, outre sa filiale de Gênes, le groupe américain est associé au groupe I.R.I. - à travers le holding FINSIDER SpA (cf. n° 590 p.43) - dans la société ARMCO FINSIDER APPLICAZIONI PRODOTTI PIATTI SpA (Rome), et il possède depuis 1969 à Milan une succursale de sa filiale allemande ARMCO EUROTREC GmbH (Vorder).

(599/22) L'entreprise américaine d'équipements et produits non corrosifs (pompes, soupapes, vannes, tuyaux, matériels de transports et de stockage, etc...) THE DURIRON CO INC. (Dayton/Ohio) a transformé en filiale sous le nom de DURCO EUROPE SA (capital de FB. 2,5 millions), avec MM. Robert F. Shape pour président et Warren Bays pour directeur, la succursale qu'elle avait ouverte à Bruxelles en avril 1968.

A l'étranger, la fondatrice dispose de filiales au Canada, DURIRON OF CANADA LTD, et au Royaume-Uni, PRESSURE PRODUCTS INDUSTRIES (U.K.) LTD.

(599/22) Membre du groupe de Düsseldorf MANNESMANN AG (cf. n° 597 p.30), la firme d'équipements de régulation et contrôle oléo-hydrauliques (pour fonderies notamment) G.L. REXROTH GmbH de Lahr/Main (cf. n° 576 p.26) a installé à Milan une filiale commerciale et d'assistance technique, REXROTH Srl (capital de Li. 25 millions), avec pour gérant M. Lothar Porep et pour directeur M. Franz Schneider. Elle y est associée à sa filiale de Zurich REXROTH AG (minoritaire).

(599/22) Le groupe OERLIKON-BÜHLE HOLDING AG de Zurich (cf. n° 591 p.27) a étoffé ses intérêts en Italie - dont le principal est porté par sa filiale OERLIKON ITALIA SpA (Milan) au capital de Li. 1,5 milliard (cf. n° 544 p.25) - en formant à Caserta l'entreprise mécanique OERLIKON ITALIANA SUD SpA (capital de Li. 1 million) dirigée par M. Walter Würth.

(599/23) Après l'échec de ses négociations avec la filiale en France VOLVO BOLINDERS SA (Puteaux/Hts-de-Seine) du groupe suédois d'automobiles et mécanique lourde VOLVO A/B de Göteborg (cf. n° 595 p.13), le constructeur français de véhicules utilitaires et tracteurs STE D'EXPLOITATION DES CAMIONS WILLEME Sarl de Nanterre/Hts-de-Seine (cf. n° 583 p.26) a concédé l'exploitation de sa marque ("Willeme") à l'entreprise de véhicules exceptionnels (porte-grues, engins pétroliers, véhicules de travaux publics, etc...) PEREZ & RAIMOND SA (Villeneuve-la-Garenne/Hts-de-Seine).

(599/23) Le groupe de mécanique lourde d'Augsburg M.A.N. - MASCHINENFABRIK AUGSBURG-NÜRNBERG AG (cf. n° 598 p.22), que coiffe le groupe G.H.H. -GUTEHOFFNUNGSHÜTTE AKTIENVEREIN de Nuremberg (cf. n° 590 p.35), a négocié avec le groupe SALZGITTER AG (Berlin) un arbitrage de leurs intérêts communs : le second reprendra à G.H.H. sa participation dans les chantiers navals de Hambourg et Kiel HOWALDSWERKE-DEUTSCHE WERFT AG (cf. n° 442 p.22), contre la moitié au moins de sa participation (50 %) dans la firme de véhicules utilitaires de Braunschweig BÜSSING AUTOMOBILWERKE GmbH (cf. n° 497 p.25), dont MAN aura ainsi le contrôle.

(599/23) La CIE FRANCAISE DE CHAUFFAGE URBAIN SA (Paris) s'est assurée le contrôle à 51,5 % de la firme d'aéraulique ETS DIACO-DEVELOPPEMENT DES TECHNIQUES DE L'INGENIEUR, APPLICATIONS & CONSEILS Sarl de La Rochelle/Charente Maritime (capital de F. 68.000), filiale jusqu'ici quasi-absolue de la STE COMMERCIALE DELMAS-VIELJEUX SA (La Rochelle), qui en reste actionnaire pour le solde.

Une compagnie-soeur de cette dernière, la STE NAVALE DELMAS-VIELJEUX SA (Paris), a récemment regroupé ses intérêts en matière de transports maritimes à destination de l'Afrique Occidentale avec ceux du groupe CHARGEURS REUNIS SA (cf. n° 591 p.33) : elle a reçu des filiale et sous-filiales CIE MARITIME DES CHARGEURS REUNIS SA (Paris), CIE FABRE-STE GENERALE DE TRANSPORTS MARITIMES SA (Marseille) et DJIRING FRET SA de Paris (cf. n° 146 p.26) de celui-ci leurs actifs spécialisés (comprenant notamment 18 cargos), ce qui a entraîné l'élévation de son capital à F. 92,3 millions, désormais détenu pour 35 % par CHARGEURS REUNIS à travers MARITIME DES CHARGEURS REUNIS (31,7 %), FABRE (3,2 %) et DJIRING FRET.

Par ailleurs, CHARGEURS REUNIS a fait apport d'une participation de 4,8 % dans MARITIME DES CHARGEURS REUNIS à la CIE FINANCIERE DELMAS-VIELJEUX SA, dont il détient en contrepartie 10 % du capital élevé à F. 27,7 millions.

(599/23) Le groupe de Rotterdam UNILEVER N.V. (cf. n° 596 p.28) a diversifié ses intérêts en prenant le contrôle à La Haye de la firme mécanique INBOUW N.V. Animée par M. H. D. van Alkemade, celle-ci est spécialisée dans les machines, équipements et fournitures pour le nettoyage industriel des sols (y compris produits d'entretien).

Dans ce secteur, UNILEVER contrôle déjà la société VIRULY N.V. (Maarsse), que dirigent MM. H.H. Prinsen et A.A. Lubeck.

(599/24) De création récente en France au capital de F. 0,6 million, sous la présidence de M. Jacques Pesse, la firme de négoce de matériels de bricolage, décoration et loisirs TECMAN SA (Rungis/Val-de-Marne) résulte d'une association conclue entre les sociétés FORGES STEPHANOISES SA de Saint-Etienne (cf. n° 572 p.25), TERROP Sarl (Baglonet/Seine-St-Denis) et FORGES DE LA LOIRE & DEMI-LOURD MOULIN BLANC SA (Chambon Feugerolles/Loire).

Spécialiste d'outillages à main (marque "Sam"), la première compte parmi ses actionnaires les compagnies JOHANNES HYDRAULIQUE SA (Saint-Ouen/Seine-St-Denis), MARINE FIRMINY SA (cf. n° 597 p.27) et MARREL FRERES SA (Chateaufort/Loire).

EDITION

(599/24) Affiliée pour 25 % à Stuttgart-Leinfelden au groupe de Londres INTERNATIONAL PUBLISHING CORP. LTD à travers sa filiale I.P.C. BUSINESS PRESS (OVERSEAS) LTD (cf. n° 588 p.28), la firme d'éditions techniques KONRADIN-VERLAG ROBERT KOHLHAMMER GmbH (cf. n° 478 p.24) a pris une participation dans la maison VERLAG FÜR FACHLITERATUR GmbH (Berlin).

Contrôlée par le holding ROBERT KOHLHAMMER VERWALTUNGS GmbH (Leinfelden), KONRADIN-VERLAG, qui édite les périodiques "Der Industrie Einkauf", "Die Computer Zeitung", "Maschine & Manager", "Schmiertechnik & Tribologie", etc..., prépare le lancement d'une nouvelle revue sous le titre "TK-Technische Konsumgüter" (12.000 ex.) qu'animeront MM. H.O. Hummel, K. Dittert et D. Zimmermann. Elle a repris en 1969 les activités "éditions techniques" de l'ancienne filiale KOHLHAMMER, HEYWOOD & C° GmbH (cf. n° 334 p.22) du groupe I.P.C.

ELECTRONIQUE

(599/24) Filiale 66,6/33,3 des groupes de Bâle CIBA-GEIGY AG (cf. supra, p.17) et d'Eindhoven PHILIPS' GLOEILAMPENFABRIKEN N.V. (cf. n° 597 p.24), la compagnie suisse de matériels électroniques (notamment pour laboratoires photographiques) GRETAG AG de Regensdorf/Zurich (cf. n° 553 p.31) a constitué une filiale commerciale à Caluire/Rhône, GRETAG ELECTRONIC FRANCE Sarl (capital de F. 100.000), que gère M. Jean-Paul Krahenbuhl.

La fondatrice est présente en République Fédérale avec une filiale sous son nom à Francfort.

(599/25) Le groupe PHILIPS (cf. supra) a installé à La Haye - à travers PHILIPS NEDERLAND N.V. - une nouvelle filiale, PHILIPS ELECTROLOGICA NEDERLAND N.V. Dirigée par MM. P. van Tilburg et D.C. Geest, celle-ci regroupera quatre affiliées se consacrant à la distribution d'équipements et systèmes de traitement de l'information.

Il s'agit de : 1) deux filiales directes de PHILIPS-ELECTROLOGICA N.V., à savoir VERKOOPCOMPUTERSYSTEM NEDERLAND-V.C.N. (La Haye) et DATA INFORMATION SERVICES (Rijswijk); 2) deux filiales directes de PHILIPS NEDERLAND, à savoir N.V. PROCENTO (Amsterdam) et AUTOMATIE INDUSTRIE.

(599/25) Membre du groupe AMERICAN RESEARCH DEVELOPMENT CORP. (Boston), la compagnie d'équipements pour le traitement de l'information et d'ensembles électroniques de gestion DIGITAL EQUIPMENT C° de Maynard/Mass. (cf. n° 501 p.28) a complété son réseau de vente et location en Europe en installant sous son nom une filiale à Bruxelles (capital de FB. 0,25 million), avec MM. Kenneth H. Olsen et Winston R. Hindle pour administrateurs.

La fondatrice était déjà présente sur le Continent avec des filiales à Cologne, La Haye, Paris et Genève, ainsi qu'au Royaume-Uni avec DIGITAL EQUIPMENT (U.K.) LTD (Reading/Berks.).

(599/25) Spécialiste en France de négoce et leasing d'ordinateurs de seconde main, la société PROMODATA SA de Versailles/Yvelines (cf. n° 589 p.39) a poursuivi son implantation à l'étranger avec la création à Zurich d'une filiale sous son nom (capital de FS. 100.000), dirigée par M. Max Waldmeier.

La fondatrice, dont le capital a été récemment doublé à F. 1 million, est contrôlée par la compagnie de leasing LOCAFRANCE SA - elle-même affiliée aux groupes BANQUE DE L'INDOCHINE SA, STE CENTRALE DE BANQUE SA et B.N.P. - BANQUE NATIONALE DE PARIS SA. Sa société-soeur de services et conseils en informatique ORDIFRANCE SA (cf. n° 564 p.32) a récemment absorbé pour sa part son homologue SOTEM INFORMATIQUE Sarl (Rennes/I. & V.).

(599/25) Des intérêts allemands (90 %) portés par M. Hans Horrig (Cologne) et français (10 %) portés par M. René Brouati (Villiers-le-Bel/Val d'Oise) ont été à l'origine à Paris de la firme de négoce de composants radio-électroniques ZODIAC INTERNATIONAL CORP. Sarl (capital de F. 20.000), que gèrent les deux fondateurs.

FINANCE

(599/26) Affiliée pour plus de 25 % chacune à la DRESDNER BANK AG (cf. n° 598 p.27) et à la DEUTSCHE BANK AG (cf. n° 598 p.20) de Francfort et pour 10 % à la COMMERZBANK AG de Düsseldorf (cf. n° 595 p.31), la FRANKFURTER HYPOTHENBANK AG (Francfort) s'est assurée à Paris une participation de 12,5 % - égale à celles du CREDIT SUISSE-SCHWEIZERISCHE KREDITANSTALT AG de Zurich (cf. n° 589 p.42), de la BANCA COMMERCIALE ITALIANA SpA de Milan (cf. n° 594 p.25) et de la SAMUEL MONTAGU & C° LTD de Londres (cf. n° 586 p.32) - dans la STE INTERNATIONALE D'ETUDES & D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS EN FRANCE SA (capital de F. 0,4 million).

Présidée par M. Charles Delamare et chargée de promouvoir le développement des investissements étrangers dans le secteur immobilier en France, celle-ci (cf. n° 542 p.30) est contrôlée à près de 50 % par le groupe IMMOBILIERE CONSTRUCTION DE PARIS SA (cf. n° 573 p.25).

(599/26) Le groupe d'assurances américain AETNA LIFE & CASUALTY C° de Hartford/Conn. (cf. n° 468 p.19) a entamé des pourparlers en vue de la prise du contrôle absolu à New York de l'établissement de crédit AMSTERDAM OVERSEAS CORP. (cf. n° 563 p.29), filiale commune des groupes ROTHSCHILD SA de Paris (à travers la CIE DU NORD SA - actionnaire pour 48,97 % - cf. n° 598 p.28), BANQUE LAMBERT Scs de Bruxelles (cf. n° 595 p.30), PIERSON HELDRING & PIERSON d'Amsterdam (cf. n° 579 p.31) et N.M. ROTHSCHILD & SONS LTD de Londres (cf. n° 592 p.34).

(599/26) Nouvellement formé à Paris pour promouvoir les échanges franco-soviétiques, le groupement d'intérêt économique GISOFRA l'a été par la B.N.P.-BANQUE NATIONALE DE PARIS SA (cf. n° 598 p.28), le CREDIT LYONNAIS SA, la STE GENERALE SA et la BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD SA de Paris (cf. n° 391 p.28) - qui appartient à la GOSSBANK (Banque centrale) et à la GOSSVNECHTORGBANK (Banque d'Etat pour le commerce extérieur) de Moscou.

Par ailleurs, la B.N.P. a ouvert à Lisbonne un bureau de représentation placé sous la direction de M. Michel Durand.

(599/26) L'augmentation à F. 30 millions du capital de la BANQUE OTTOMANE (FRANCE) SA de Paris (cf. n° 562 p.30) a permis à la NATIONAL & GRINDLAYS BANK LTD de Londres d'y porter sa participation de 40 à 70 %, celle de la BANQUE OTTOMANE SA-OTTOMAN BANK de Paris et Londres (cf. n° 589 p.21) y revenant de 60 à 30 %.

NATIONAL & GRINDLAYS BANK est filiale 60/40 des groupes NATIONAL & GRINDLAYS HOLDINGS LTD de Londres (affilié pour 41 % à la LLOYDS BANK LTD de Londres - cf. n° 584 p.33) et FIRST NATIONAL CITY BANK de New York (cf. n° 598 p.28).

(599/27) CONTINENTAL GRAIN C° (New York) et BANQUE DE L'INDOCHINE SA (Paris) ont porté à FS. 28 millions le capital de leur filiale commune à Lausanne STE CONTINENTALE DE GESTION FINANCIERE SA (cf. n° 496 p.38) pour en permettre le développement. Société financière à caractère bancaire, mais ne faisant pas appel au public pour obtenir des dépôts de fonds, celle-ci avait doublé son capital à FS. 8 millions fin 1969.

Elle compte également comme actionnaires depuis le début 1968 (cf. n° 453 p.31) les compagnies COFININDUS SA de Bruxelles (groupe BANQUE DE BRUXELLES SA), FLAMINIA NUOVA SpA (Rome) et BANQUE CANTONALE VAUDOISE SA (Lausanne).

(599/27) Le groupe financier de Rome FINNAT-FINANZIARIA FRATELLI G. & A. NATTINO SpA (cf. n° 400 p.29) a négocié la reprise de la participation de 32,5 % conjointement détenue par le groupe MORGAN GUARANTY INTERNATIONAL BANKING CORP. de New York (cf. n° 577 p.30) et les banques associées de New York MORGAN STANLEY & C° (cf. n° 419 p.30) et de Londres MORGAN GRENFELL & C° LTD (cf. n° 554 p.29) dans la compagnie d'investissement et portefeuille EURAMERICA FINANZIARIA INTERNAZIONALE SpA de Rome (cf. n° 484 p.24), dont les autres actionnaires sont les groupes I.M.I. SpA (cf. n° 591 p.38) et BASTOGI SpA (cf. n° 594 p.19).

Jouant un rôle important sur le marché européen des capitaux en tant que membre des principaux syndicats d'émission d'emprunts, la filiale (66 %) de Paris MORGAN & CIE INTERNATIONAL SA (cf. n° 389 p.29) de la MORGAN STANLEY & C° prépare pour sa part l'ouverture d'une succursale à Rome, auprès de la filiale BANCA MORGAN VONWILLER SpA (cf. n° 503 p.29) de MORGAN GUARANTY TRUST.

Ce dernier est lui-même intéressé pour 33 % dans MORGAN & CIE INTERNATIONAL à travers son affiliée MORGAN & CIE SA de Paris (cf. n° 372 p.18), où il a pour partenaires MORGAN GRENFELL & C° (Londres), BANK MEES & HOPE N.V. d'Amsterdam (cf. n° 586 p.34) et STOCKHOLMS ENSKILDA BANK A/B de Stockholm (cf. n° 563 p.27).

(599/27) La BANK LEUMI-ISRAEL B.M. de Tel Aviv (cf. n° 539 p.46) prépare la transformation en succursale de son bureau de représentation de Paris. Elle envisage par ailleurs d'installer une filiale en Afrique du Sud et d'ouvrir un bureau de représentation à Hong Kong.

(599/27) Le BANCO DE BILBAO SA (cf. n° 583 p.31) s'apprête à prendre pied en Italie avec l'installation à Milan d'une représentation permanente.

Dotée depuis quelques mois d'une succursale à Francfort, BANCO DE BILBAO a absorbé en 1970 cinq banques régionales : BANCO ASTURINO SA, BANCO DE LA CORUNA SA, BANCO DE IRUN SA, BANCO CASTELLANO SA et BANCO DE COMER-CIO SA. Elle dispose depuis peu d'une succursale à Andorre, venue compléter son important réseau d'agences ou succursales en France.

(599/28) La SLOMAN BANK KG de Hambourg (cf. n° 479 p.33) a négocié la prise du contrôle à Essen de la banque privée WALDTHAUSEN & C° KG (cf. n° 592 p.39), laquelle a dernièrement cédé à la banque MERCK FINCK & C° oHG (Munich) sa participation de 50 % dans la BANKHAUS WALDTHAUSEN & C° KG (Düsseldorf).

Ancien associé de WALDTHAUSEN & C° (Essen), M. Wolfgang von Waldthausen est devenu associé responsable de la BANKHAUS BURKHART & C° KG d'Essen (cf. n° 535 p.30), où la MARINE MIDLAND INTERNATIONAL CORP. de New York (cf. n° 581 p.35) et la BANQUE DE SUEZ & DE L'UNION DES MINES SA de Paris (cf. n° 574 p.25) détiennent de longue date un intérêt minoritaire.

(599/28) La filiale à Vienne QUELLE AG (anc. QUELLE HANDELS AG - cf. n° 589 p.25) du groupe allemand de grands magasins, vente sur catalogue et agence de voyages GROSSVERSANDHAUS QUELLE GUSTAV SCHICKEDANZ KG de Fürth - coiffé par la compagnie de portefeuille SCHICKEDANZ INTERNATIONAL HOLDING GmbH de Nuremberg (cf. n° 576 p.54) - a négocié la prise du contrôle de la C.A. STEINHÄUSSER BANK KG (Vienne) qu'animent MM. Leonhard Wolzt, A. Giustiani, A. Amstötter, O. Primas et O. Schön.

Celle-ci a été apportée à une nouvelle filiale formée sous le nom de BANKHAUS C.A. STEINHÄUSSER AG (Vienne) au capital de Sh. 10 millions, que préside M. Gerhard Sames et dirigent MM. Franz Grossbach, H. Dedi et G. Haas.

(599/28) Filiale fiduciaire commune à Rome des compagnies FLAMINIA NUOVA SpA (cf. n° 594 p.16) et FIRST NATIONAL CITY BANK (cf. n° 598 p.28) - laquelle sera prochainement coiffée par le holding CITIBANK NATIONAL ASSOCIATION INC., en cours de création à Suffolk/New York - la société FIDUCIARIA FIRST NATIONAL CITY FLAMINIA SpA (anc. FIDUCIARIA FLAMINIA SpA - cf. n° 559 p.35) a installé à Milan une succursale dirigée par M. Emilio Storti Gajani.

Animée par MM. Corrado Sofia, Frederico Pepe, John P. Rudy et Roberto Japoce, la fondatrice est au capital de Li. 150 millions.

(599/28) Membre du groupe QUANDT (cf. n° 598 p.20), l'institut de crédit ALLGEMEINE DEUTSCHE CREDIT-ANSTALT-ADCA de Berlin et Francfort (cf. n° 591 p.31) a transformé en succursale la banque d'affaires de Bonn PREUSKER & THELEN KG (cf. n° 587 p.33), dont il s'était assuré le contrôle absolu fin 1970.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

(599/29) Le groupe britannique CAVENHAM FOODS LTD (cf. supra, p.17) a renforcé ses intérêts dans l'industrie des alcools aux Pays-Bas en faisant prendre par sa filiale N.V. DISTILLEERDERIJ VAN J.J. MELCHERS WZ. N.V. de Schiedam (cf. n° 589 p.45) le contrôle de la firme d'eau-de-vie et liqueurs SCHADE & BUYSING N.V. (Schiedam). Animée par M. S.W.J. Schade van Westrum, celle-ci occupe quelque 25 personnes et est notamment connue pour ses marques "Waarzegster" et "S. & B."

MELCHERS, qui est passée début 1970 sous le contrôle de CAVENHAM FOODS (cf. n° 546 p.33), s'était déjà assurée fin 1970 le contrôle de l'entreprise de spiriteux POLLEN'S DISTILLATEURS & LIKEURSTOKERSBEDRIJF N.V. (Rotterdam), animée par M. W.E. Melchers (cf. n° 585 p.35).

(599/29) Le groupe français de négoce de vins, cafés, confitures et biscuits ETS JULIEN DAMOY SA d'Ivry/Val-de-Marne (cf. n° 435 p.29) et le groupe vinicole italien WINEFOOD INTERNATIONAL WINE & FOOD C°-IWAC SpA de Milan (cf. n° 540 p.29) ont concentré leurs actifs commerciaux en Belgique au profit de la filiale DAMOY BELGIQUE N.V. (Deurne) du premier. Celle-ci, transformée en DAMOY-STE VINICOLE INTERNATIONALE SA (capital porté à FB. 6,7 millions) après avoir absorbé la STA VINICOLA INTERNAZIONALE S.I.V. N.V. (Deurne), filiale du second, est désormais filiale 74/26 des deux partenaires.

(599/29) Affiliée pour 40 % environ au groupe RUDOLF A. OETKER (Hambourg), le groupe brassicole DORTMUNDER UNION BRAUEREI-D.U.B. AG de Dortmund (cf. n° 595 p.33) a repris à la WESTFALENBANK AG (Bochum) sa participation dans la brasserie (230.000 hl/an) de Bochum SCHLEGEL-SCHARPENSEEL-BRAUEREI AG (cf. n° 576 p.39), où elle est dorénavant majoritaire.

(599/29) La SIPAD-SOC. INVESTIMENTI PRODUTTORI ALCOOL & DERIVATI SpA de Milan (capital de Li. 1 milliard) s'est donnée une filiale de fabrication et traitement de produits alimentaires : confiserie, conserves, boissons, etc... Du nom d'UNITED MERCHANTS SpA (Milan) et au capital initial de Li. 1 million, celle-ci a été placée sous la direction de M. Pier Giorgio Aragnetti.

(599/29) Le groupe belge RAFFINERIE & SUCRERIE DU GRAND PONT SA de Hoegaarde (cf. n° 345 p.25) a pris le contrôle à Wespelaar de la conserverie alimentaire LA CORBEILLE SA (cf. n° 271 p.25) - dont la situation financière a été assainie - et sera désormais représenté à son conseil par MM. J. Roisin, J. Gilain, J.M. Beauduin et A. Morel.

(599/30) Le groupe meunier de Rotterdam MENEBA-MEEL-FABRIEKEN DER NEDERLANDSE-BAKKERIJ N.V. (cf. n° 589 p.45) a acquis, au prix de Fl. 0,5 million, la participation de 50 % qui lui manquait pour avoir le contrôle absolu à Amersfoort de la boulangerie industrielle AMERSFOORTSE BROODFABRIEK NV.

Celle-ci approvisionne, avec ses filiales d'Hilversum PAUL C. KAISER-DAS N.V. et OVEREEM'S BROOD- & RANKETBAKKERIJ. N.V., la chaîne de magasins "King Corn" qu'exploite la compagnie KING CORN INTERNATIONAL N.V. de Rotterdam (anc. ULRICH VERKOOPMIJ. N.V. - cf. n° 518 p.30). Cette dernière est passée fin 1970 sous le contrôle du groupe de Londres J. LYONS & C° LTD en même temps que celui-ci transformait la société ULRICH N.V. (Rotterdam) en LYONS BAKKERIJEN N.V. (cf. n° 581 p.37).

(599/30) Membre depuis peu du groupe français GENERALE ALIMENTAIRE SA-GASA de Neuilly/Hts-de-Seine (cf. n° 596 p.29), l'entreprise de poivre et épices (marques "Aussage" et "Poivrossage") STE MARCHAND SA (Pantin/Seine-St-Denis) a élevé son capital à F. 5 millions pour financer la prise d'une participation de 49 % dans la SINAVIL-STE D'IMPORTATION DE VANILLES SA de Paris (capital de F. 1,4 million).

Premier producteur français de la branche (60 % du marché), MARCHAND, qui a récemment absorbé les firmes d'importation de produits exotiques STE D'IMPORTATION DES PRODUITS D'INDOCHINE Sarl (Pantin) et VITACO-ANC. ETS VIREL PRODUITS DU GRAND MONARQUE & STE NOUVELLE D'IMPORTATIONS & D'EXPORTATIONS COLONIALES REUNIS SA (Aubervilliers/Seine-St-Denis), réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 60 millions avec ses usines de Marseille, Le Havre et Bordeaux.

(599/30) L'homme d'affaires espagnol Salvador Martinez Cubertorer (Valence) est gérant de l'entreprise d'import-export de produits fruitiers, maraîchers et alimentaires MARTINEZ Sprl (capital de FB. 0,25 million), qu'il a créée à Bruxelles en association 96/4 avec M. Urbain Druck (Auderghem/Bruxelles).

(599/30) Le groupe de distillerie d'Amsterdam KON. DISTILLEERDERIJEN ERVEN LUCAS BOLS N.V. (anc. AMSTERDAMSCH E LIKEURSTOKKERIJ "T" LOOTSJE DER ERVEN LUCAS BOLS - cf. n° 557 p.28) s'est assuré le contrôle de la firme de distribution (gros et détail) d'alcools, bières, vins et soft drinks SIMON PIJPER N.V. (Amsterdam). Celle-ci, animée par M. J.J.M. Takes, occupe 45 personnes et possède cinq succursales ou dépôts.

(599/30) Le groupe chimique HENKEL GmbH de Düsseldorf (cf. n° 598 p.18) a rationalisé ses intérêts alimentaires en fusionnant ses filiales d'alcools et levures (cf. n° 554 p.20) de Nuremberg BAST HEFE & SPIRITUSWERKE GmbH et de Hambourg DEUTSCHE HEFEWERKE GmbH (cf. n° 550 p.23), au profit de la seconde.

METALLURGIE

(599/31) Spécialiste aux Etats-Unis de grilles et planchers en métal pour aménagements intérieurs, cages et planchers pour ordinateurs, auvents de protection, etc..., la compagnie CONSTRUCTION SPECIALTIES INC. de Cranford/ N.J. (cf. n° 487 p.34) a renforcé ses intérêts chez les Six en installant à Milan une filiale commerciale, CONSTRUCTION SPECIALTIES ITALIA SpA (capital de Li. 6 millions), présidée par M. Edward C. Hallock.

Représentée jusqu'ici en Italie par la firme IMEX INTERNATIONAL (Rome), la fondatrice est présente depuis 1969 en République Fédérale avec une filiale sous son nom à Bensheim. En France, elle a repris fin 1968 à des intérêts britanniques le contrôle de la société STEEL & CIE SA (Puteaux/Hts-de-Seine), transformée en C.I.S. STEEL & CIE SA.

(599/31) L'entreprise suisse de limes, scies et fraises à métaux USINES METALLURGIQUES DE VALLORBE SA de Vallorbe (cf. n° 291 p.28) s'est donnée une filiale commerciale à Liège, STE BELGE DES USINES METALLURGIQUES DE VALLORBE-VALLORBE BELGIQUE SA (capital de FB. 1 million), que préside M. Gustave Chapuis.

(599/31) Important producteur de fours pour boulangeries et fabriques de pâtes alimentaires, ainsi que de brûleurs à mazout, la compagnie française STE PAVAILLER CONSTRUCTIONS METALLURGIQUES & D'ENTREPRISES SA de Bourg-les-Valence/Drôme (cf. n° 411 p.25) s'est donnée une filiale de vente à Schaerbeek-Bruxelles, PAVAILLER BELGIUM SA (capital de FB. 0,5 million), que préside M. Jean Labauvre et dirige M. Adriaan Lambermont, et au sein de laquelle elle est associée avec sa filiale de leasing PRESTAL Sarl (Valence).

Présidée par M. Louis Pavailier, la fondatrice réalise avec 500 personnes un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 60 millions. Elle est présente en Italie avec une filiale à Milan, PAVAILLER SpA.

(599/31) La compagnie ACMER-ATELIERS DE CONSTRUCTION MECANIQUE, ESSIEUX & RESSORTS-ACMER SA de Paris (cf. n° 554 p.33) a repris à la compagnie HOUDRY PROCESS & CHEMICALS C° (Philadelphie/Penn.), Division du groupe AIR PRODUCTS & CHEMICALS INC. d'Allentown/Pa. (cf. n° 511 p.19), son contrôle sur la firme française MANUFACTURE GENERALE DE RESSORTS-M.G.R. SA (Beauchamp/Val d'Oise).

Depuis février 1970, ACMER et MGR sont réunies, aux côtés de RESSORTS DU NORD SA de Paris (groupe DENAIN-NORD-EST-LONGWY SA - cf. n° 590 p.43), au sein du groupement d'intérêt économique RESSORTS INDUSTRIE, dont le chiffre d'affaires s'est monté en 1970 à F. 120 millions.

(599/32) Les intérêts en Italie du groupe de Zurich SCHWEIZERISCHE ALUMINIUM AG (cf. n° 559 p.24) se sont enrichis d'une affiliée de tubes et charpentes métalliques à Milan, LAVAL-LAVORAZIONI ALLUMINIO SpA (capital de Li. 29,9 millions). Celle-ci a été placée sous la présidence de M. G.B. Doglioni Majer, directeur général de la filiale locale L.L.L. -LAVORAZIONE LEGHE LEGGERE SpA (cf. n° 510 p.31) qui en a le contrôle direct.

(599/32) Membre du groupe DENAIN-NORD-EST-LONGWY SA (cf. n° 590 p.43), la compagnie VALLOUREC SA de Paris (cf. n° 594 p.22) a renforcé ses intérêts en Belgique - où elle est intéressée dans les sociétés TUBES DE NIMY SA (cf. n° 567 p.20) et SA DES USINES A TUBES DE LA MEUSE (cf. n° 551 p.34) - en prenant le contrôle absolu à Mechelen/Brabant de la société SA TUBES DE HAREN (capital de FB. 40 millions), spécialisée avec quelque 250 employés dans les tubes soudés de petit diamètre (capacité annuelle de 60.000).

Le groupe USINOR SA de Paris (cf. n° 589 p.46) a récemment apporté la participation de 30,18 % qu'il détenait dans VALLOUREC à travers sa filiale de portefeuille SOVACO-STE DE VALEURS INDUSTRIELLES & COMMERCIALES Sarl (cf. n° 587 p.34) au groupe DENAIN-NORD-EST-LONGWY, qui y est ainsi majoritaire.

(599/32) Le groupe MANNESMANN AG de Düsseldorf (cf. n° 596 p.30) s'est assuré à Vienne le contrôle absolu de l'entreprise de distribution de produits sidérurgiques EISENWARENGROSSHANDLUNG HORAK GmbH et l'a fusionnée avec sa filiale locale MANNESMANN-RÖHREN- & EISENHANDEL AG (succursales à Villach, Innsbruck, Graz, Linz et Salzburg).

MANNESMANN - qui vient par ailleurs de créer à Düsseldorf une filiale d'informatique, MANNESMANN-DATENVERARBEITUNG GmbH (capital de DM. 50.000), dirigée par MM. B. Bleuel et W. Brack - a également rationalisé ses intérêts en République Fédérale : 1) la filiale de négoce charbonnier HANSEN, NEUERBURG & C° GmbH d'Essen (cf. n° 325 p.7) a été transformée en MANNESMANN-HANDEL WÄRMEDIENST GmbH et son contrôle apporté à la filiale de vente d'acier et tubes de Düsseldorf MANNESMANN-HANDEL AG (capital porté à DM. 25 millions); 2) la filiale d'installation de canalisations de Rödelheim-Frankfurt LANNINGER-REGNER GmbH (acquise en 1960) a été fusionnée avec la compagnie de pose de matériels métalliques d'irrigation, tubes, chauffage, aération, etc... MANNESMANN-ROHRBAU GmbH (Düsseldorf), dont le capital a été porté en conséquence à DM. 21 millions.

(599/32) Le groupe belge STE METALLURGIQUE HAINAUT-SAMBRE SA de Couillet (cf. n° 579 p.30) s'est assuré une participation de 50 % dans l'entreprise de négoce, transit et transports de produits métallurgiques CIE COMMERCIALE & FINANCIERE CAROLOREGIENNE-C.C.F.C. SA (Charleroi) - filiale jusqu'ici paritaire des sociétés ETS FRERES BOURGEOIS Sprl de Charleroi et LAMINOIRS & USINES DU RUAAU SA (cf. n° 573 p.27) - à l'occasion du doublement de son capital à FB. 120 millions.

(599/33) L'entreprise française de négoce et transport de produits sidérurgiques COMPTOIR METALLURGIQUE EUROPEEN-COMETE SA (Le Perreux/Val-de-Marne) a ouvert à Liège une succursale que dirige M. G.J.R. Dantine.

(599/33) Le groupe électrique de Rotterdam O.G.E.M. - OVERZEE GAS & ELECTRICITEIT MIJ. N.V. (cf. n° 593 p.25) a diversifié ses intérêts en prenant le contrôle à Schiedam de la firme de transformation métallurgique (pour le bâtiment notamment) BINGHAM BRANDT N.V. (cf. n° 502 p.35) ainsi que de l'entreprise ELBURGS KONSTRUKTIEBEDRIJF ELKON N.V. (Elburg), nouvellement créée par celle-ci en association avec la compagnie de stores métalliques N.J.F. - NEDERLANDSE JALOUZIEËN FABRIEK N.V. (Rotterdam).

BINGHAM-BRANDT appartenait jusqu'ici conjointement aux sociétés ELAND-BRANDT N.V. (Amsterdam), qu'anime M. Willem Arend Brandt (cf. n° 479 p.19), et N.V. BINGHAM & C° de Schiedam (cf. n° 594 p.34). Cette dernière, spécialisée dans les voiles et bâches marines, est passée fin 1970 sous le contrôle du groupe de Rotterdam N.V. AMERIKAANSCH STOOMVAART-MIJ. "HOLLAND AMERICA LIJN" (cf. n° 598 p.38).

(599/33) Pivot du regroupement des activités d'affinage d'aluminium et d'alliages cuivreux des groupes CIE PECHINEY SA de Lyon et Paris (cf. n° 597 p.30) et STE MINIERE & METALLURGIQUE DE PENARROYA SA (groupe ROTHSCHILD SA - cf. n° 592 p.42), la compagnie AFFIMET SA de Paris (cf. n° 585 p.41) a reçu : (1) du premier - son actionnaire pour 60 % - son usine de Compiègne/Oise (évaluée à F. 28,3 millions); (2) de sa filiale AFFINERIE DE L'ILE-DE-FRANCE AFFIFRANCE SA de Paris (cf. n° 580 p.41) son usine de Longueil-Sainte-Marie/Oise (F. 27,9 millions); (3) du second - son actionnaire pour 40 % - ses usines de Dammarie-les-Lys/Seine & Marne, et de Metzervisse/Moselle ainsi que ses ateliers de St-Denis/Seine-St-Denis et de Lyon (F. 37,7 millions).

AFFIMET, qui a porté en conséquence son capital à F. 40 millions, et que dirige désormais M. Jean-Paul Charreton, dispose ainsi d'une capacité de 70.000 t./an d'aluminium d'affinage et de 15.000 t./an d'alliages cuivreux. Elle escompte un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 270 millions.

(599/33) A la suite de l'apport par le groupe UGINE KUHL-MANN SA de Paris (cf. n° 598 p.18) d'une partie de son portefeuille (évaluée à F. 10,3 millions) à sa filiale COPEAC SA (Paris), celle-ci, qui a élevé son capital à F. 5,2 millions, détient les intérêts suivants :

1°) à Paris 87 % dans TREFINOX SA (capital de F. 6 millions) et 79,9 % dans UGIVIS SA (F. 2 millions - cf. n° 415 p.32); à St-Cloud/Hts-de-Seine, 37,7 % dans STYLPROFIL SA (F. 5,7 millions), où elle est associée au groupe LE PROFIL SA de Paris (cf. n° 494 p.30); 2°) à Düsseldorf 99 % dans UGSTA-STAHl HANDELGESELLSCHAFT mbH (DM. 0,25 million); 3°) à Zurich 100 % dans ACIERS D'UGINE SA ZURICH (FS. 100.000); 4°) à Bruxelles 75 % dans STE BELGE DES ACIERIES D'UGINE SA (FB. 150.000); 5°) à Turin 99 % dans STA D'IMPORTAZIONE CHIMICA & METALLURGICA-SICEM SpA (Li. 50 millions), 80 % dans STA ITALIANA UGINOX SpA (Li. 5 millions) et 50 % dans STA ITALIANA ACCIAI UTENSILI-SIAU SpA (Li. 24 millions).

PAPIER

(599/34) Connue notamment pour ses cartes à jouer "Ass", la compagnie allemande VEREINIGTE ALTENBURGER & STRALSUNDER SPIELKARTEN-FABRIKEN AG (Leinfelden/Württ.) s'est assurée le contrôle de la firme de cartons et papiers pour jeux de sociétés, jeux éducatifs, etc... C. ABEL-KLINGER KG (Fürth/Bayern), qui réalise un chiffre d'affaires annuel de DM. 1,5 million environ.

VEREINIGTE ALTENBURGER, qui réalise de son côté avec 200 employés un chiffre d'affaires annuel de quelque DM. 12 millions, est elle-même contrôlée pour 75 % par les compagnies BOEHRINGER-MANNHEIM GmbH de Mannheim (cf. n° 576 p.50), ZANDERS FEINPAPIERE GmbH de Bergisch Gladbach (cf. n° 284 p.28) et RANKHAUS DELBRÜCK SCHICKLER & C° KG (Hambourg).

PARFUMERIE

(599/34) Les négociations récemment engagées (cf. n° 588 p.41) à Paris entre la compagnie PARFUMS ROCHAS SA et le groupe chimico-pharmaceutique ROUSSEL UCLAF SA (indirectement affilié au groupe allemand FARBWERKE HOECHST AG - cf. n° 588 p.38) ont conduit la BANEXI-BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE SA (groupe B.N.P.-BANQUE NATIONALE DE PARIS SA - cf. n° 575 p.20) et l'OMNIUM DE PARTICIPATIONS FINANCIERES & INDUSTRIELLES SA (groupe CIE FINANCIERE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA - cf. n° 597 p.16) à prendre ensemble, pour le compte du second, une participation de 49 % dans la première.

Au capital de F. 2,6 millions, celle-ci est présidée par M. Albert Gosset, actionnaire pour 32 %.

(599/34) Le groupe FARBWERKE HOECHST AG de Francfort-Hoechst (cf. n° 598 p.17) a rationalisé ses intérêts dans les produits de parfumerie, cosmétiques et de toilette en fusionnant ses filiales de Francfort ELEKTRO GmbH (anc. à Knapsack b. Köln) et de Düsseldorf MARBERT-KOSMETIK INGRID SENDLER KG (cf. n° 545 p.34) au profit de la première transformée en MARBERT GmbH (capital porté à DM. 7 millions).

(599/34) Le groupe textile BOUSSAC a rétrocédé à la compagnie de vins de champagne MAISON MOET & CHANDON SA - en cours de transformation en MOËT-HENNESSY (cf. n° 593 p.34) - une participation de 20 % dans leur filiale paritaire PARFUMS DIOR SA (Paris).

PHARMACIE

(599/35) Déjà présent à Milan avec une affiliée, QUINN ITALIANA SpA (anc. à Pavie - cf. n° 438 p.21), le groupe PRODUCTS RESEARCH & CHEMICAL CORP. de Burbank/Cal. (cf. n° 588 p.18) s'y est assuré le contrôle à 80 % de la firme chimico-pharmaceutique STA FARMACEUTICA SARMA SpA.

(599/35) La firme allemande de spécialités pharmaceutiques DR. SCHIEFFER ARZNEIMITTEL GmbH & C° KG (Köln) s'est donnée une filiale commerciale à Vienne, DR. SCHIEFFER ARZNEIMITTEL GmbH (capital de Sh. 100.000), dirigée par M. Rudolf Diehsl.

(599/35) Le groupe GENERALE OCCIDENTALE SA de Paris (cf. supra, p.17) s'est assuré le contrôle de la firme pharmaceutique française LABORATOIRES DE MEDECINE EXPERIMENTALE G. TETARD SA (Beauvais/Oise), qui réalise un chiffre d'affaires de F. 15 millions/an environ dans ses spécialités analgésiques (Nopirine, Ultraspirine, Orojocol, Rowocol, etc...), et en a confié la gestion à la société LABORATOIRES GREMY-LONGUET SA de Paris (cf. n° 559 p.42), elle-même sous le contrôle direct de la filiale de portefeuille F.I.P.P.-FINANCIERE & INDUSTRIELLE DE PETROLE & DE PHARMACIE SA (cf. n° 553 p.37).

PUBLICITE

(599/35) Le groupe de publicité de New York THE INTER-PUBLIC GROUP OF COS. INC. (cf. n° 519 p.35) a doté sa filiale britannique QUADRANT/ITSM C° LTD (Dover/Kent) d'une succursale à Bruxelles, que dirige M. Ronald Hack.

Le groupe était déjà présent en Belgique avec une filiale indirecte à St-Gilles-Bruxelles (Mc CANN-ERICKSON C° SA), et une succursale à Bruxelles de sa filiale de Londres MARPLAN INTERNATIONAL LTD (cf. n° 506 p.33).

(599/35) Des intérêts italiens portés par MM. Renzo et Franco Taffarello (Trévise) ont été à l'origine à Paris de la firme de négoce d'objets publicitaires ou de conditionnement en matières plastiques EUROBAGS FRANCE Sarl (capital de F. 20.000).

TABAC

(599/36) Affilié au groupe sud-africain REMBRANDT TOBACCO CORP. à travers la compagnie RUPERT PARTNERSHIP IN INDUSTRY PTY LTD (Stellenbosch) et contrôlé par la famille Wolfgang Ritter, le groupe de Brême MARTIN BRINKMANN AG (cf. n° 567 p.41) a renforcé ses intérêts au Benelux - où il a acquis en 1970 la compagnie TABACOFINA SA (Bruxelles et Anvers) - en prenant une minorité de contrôle à Luxembourg dans la MANUFACTURE DE TABACS HEINTZ VAN LANDEWYCK Sarl (cf. n° 568 p.38).

L'expansion de celle-ci (cigarettes "Lexington") aux Pays-Bas sera désormais assurée par la filiale du groupe allemand à Nijkerk, la firme GRUNO-VAN ROSSEM N.V. (cf. n° 506 p.30), née de la concentration des sociétés TABAKSFABRIEK J. GRUNO N.V. (Groningue) et J. & A.C. VAN ROSSEM (Nijkerk et Rotterdam).

TEXTILES

(599/36) L'entreprise de confection textile (notamment pantalons de toile pour sport et travail) LEVI STRAUSS & C° de Los Angeles et Menlo Park/Cal. (cf. n° 558 p.40) a rationalisé ses intérêts en Belgique en fusionnant la manufacture de pantalons "jeans", "shorts, etc... COMPERNOLLE INTERNATIONAL N.V. (Gits), dont elle s'était assurée le contrôle courant 1968 (cf. n° 449 p.33), avec sa filiale d'Anvers LEVI-STRAUSS & C° EUROPE SA. Celle-ci (société absorbante) a porté son capital à FB. 100 millions, en rémunération d'actifs estimés, bruts, à FB. 37,2 millions et a transféré son siège à Ixelles-Bruxelles.

LEVI STRAUSS est présent chez les Six avec des filiales sous son nom à Neu Isenburg et Amsterdam. Elle dispose de représentants exclusifs à Paris (ETS FRENKEL SA - cf. n° 418 p.29) et à Florence (IMPORT LINE Srl - cf. n° 481 p.32).

(599/36) Le groupe lainier d'Enschede BLIJDENSTEIN-WIL-LINK N.V. (cf. n° 587 p.39) a installé à Bruxelles une filiale commerciale, BW-LAKATEX N.V. (capital de FB. 1 million), en association paritaire avec sa filiale de tissus d'ameublement LAKATEX N.V. (Wijchen).

Présent en République Fédérale depuis l'été 1970 avec une filiale à Leverkusen, BLYDENSTEIN & WILLINK EXPORT-IMPORT GmbH (cf. n° 576 p.53), le groupe néerlandais y a par ailleurs conclu avec la filiale locale de la compagnie de Tilburg A. & N. MUTSAERT'S WOLLENSTOFFENFABRIEKEN N.V. (cf. n° 554 p.41) un accord de coopération commerciale portant sur l'ensemble du marché allemand.

(599/37) Spécialiste en République Fédérale de fils peignés "Stöhr" à tissus et à tricoter en laine pure ou mélangée de fibres synthétiques, la compagnie KAMMGARNSPINNEREI STÖHR & C° AG de Rheydt-Odenkirchen (cf. n° 542 p.40) a simplifié ses structures en absorbant sa filiale de portefeuille et gestion financière LEIPZIGER WOLLKÄMMEREI (Rheydt).

STÖHR avait jusqu'ici son contrôle partagé entre les groupes d'Aix-la-Chapelle H. LORENZ KOMMANDITE (à travers BEDBURGER WOLLINDUSTRIE AG de Bedburg) et QUANDT (à travers DRAEGER-WERKE GmbH de Stuttgart-Feuerbach) mais ce dernier vient de se défaire de cette participation. Ses deux principales filiales (75 %) sont les firmes de tissage et finissage ETAG TEXTILWERKE GmbH (Leverkusen) et OLBO TEXTILWERKE GmbH (Solingen-Ohligo).

(599/37) Des intérêts français portés par M. Robert Chouraqui ont été à l'origine à Milan de la firme de vente de bonneterie, mercerie, tissus, etc... PHILIPPE DERE' ITALIA Srl (capital autorisé de Li. 50 millions), que dirige Mme Magi Giovanna.

(599/37) Le groupe textile allemand GOETZ AG de Ravensburg (cf. n° 571 p.45) s'est assuré le contrôle de la firme de confection pour hommes ODERMARK GmbH (Goslar), qu'anime M. Wilhelm Peters. Celle-ci, qui occupe 3.500 personnes à son siège et dans ses succursales de Wolfsburg, Brême, Salzgitter et Zellerfeld réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ DM. 130 millions (dont quelque 30 % à l'exportation).

(599/37) Le groupe textile français STE FONCIERE & FINANCIERE AGACHE-WILLOT SA de Pérenchies/Nord (cf. n° 570 p.38) s'est vu refuser par les autorités britanniques l'autorisation d'ériger une usine à Grantham/Lincs.

TOURISME

(599/37) Les compagnies d'Ostende WEST BELGIUM COACH C° & VERENIGDE AUTOCARONDERNEMERS-SUN REIZEN N.V. (cf. n° 242 p.30), WEST BELGIUM COACH TRANSPORT C° N.V., ARSENE GOVAERT-MINY N.V., VERZEKE-RINGSKANTOOR V.M.K. MONTEYNE & VANMOERKERKE N.V., ALFINANZ N.V. et VOYAGES CENTRATOURS-APARTAIR-TOURAUTOSUPERAIL REIZEN N.V. ont participé pour 8 % chacune à la création de l'agence de voyages TIPS REIZEN N.V. (Ostende) au capital de FB. 0,5 million, que préside M. Haeck (actionnaire pour 20 %).

(599/38) Poursuivant le développement de ses activités dans le domaine de la restauration et hôtellerie routière, la compagnie JACQUES BOREL INTERNATIONAL SA (Paris), membre du groupe de New York W.R. GRACE & C° (cf. n° 576 p.55), a participé pour 37,5 % à la création à Barcelone de la société GENERAL DE RESTAURANTES SA (capital de Ptas 20 millions). Celle-ci, qui exploitera 6 snacks-bars et un restaurant panoramique sur l'autoroute de la Méditerranée, a eu pour autres fondatrices les sociétés MANTEQUERIAS ARIAS d'Oviedo (37,5 %), BANKUNION-UNION INDUSTRIAL BANCARIA SA de Barcelone (cf. n° 454 p.29) et PROFEMSA SA pour 12,5 % chacune.

En France, JACQUES BOREL s'est assurée le contrôle à 80 % de la firme de gestion des bars et restaurants de l'aéroport de Nice ainsi que d'avitaillement aérien STE AERO-TOURISME COTE-AZUR-A.T.C.A. SA (Nice).

TRANSPORTS

(599/38) L'entreprise de transports DEUTSCHE GROSSTRANS-PORT-GES. NACHFOLGER CARL PRESS de Francfort a pris pied en France en constituant, à travers son holding de Zug DEUGRO HOLDING AG, la société DEUGRO TRANSPORTS Sarl (Paris) au capital de F. 100.000, avec pour gérants MM. Carl Eberhard Press, son propre propriétaire, et Jürgen Röttger (cf. n° 460 p.37).

(599/38) Filiale à Schoonhoven et Amsterdam du groupe de Chicago GREYHOUND CORP. (cf. n° 592 p.22), la compagnie de transports routiers VAVO GREYHOUND N.V. (cf. n° 535 p.39) a repris le Département "Transports par cars" de la firme de tourisme et voyages REISBUREAU T. VAN MAANEN (Harderwijk).

(599/38) Soeur à Hambourg de la D.A.L.-DEUTSCHE AFRIKA-LINIEN GmbH & C° KG (cf. n° 597 p.36), la compagnie maritime D.O.A.L.-DEUTSCHE OST-AFRIKA LINIE GmbH (cf. n° 509 p.40) a resserré les liens qui l'unissent depuis 1963 au groupe de Bruxelles et Anvers C.M.B.-CIE MARITIME BELGE-LLOYD ROYAL SA (cf. n° 595 p.40) avec la mise en commun à partir d'avril 1971 de leurs services sur la côte Ouest de l'Afrique.

D.O.A.L. et C.M.B. ont également négocié pour leur représentation commune des accords avec les compagnies A.M.I.-AGENCE MARITIME INTERNATIONALE SA (Anvers), PAUL GÜNTHER (Hambourg), Wm. GÜNTHER & C° (Brême), Wm. H. MÜLLER & C° (Amsterdam) et Wm. H. MÜLLER & C°'S SCHEEPVAARTAGENTUREN (Rotterdam).

(599/39) Afin de réorganiser les activités de sa filiale (93,78 %) de leasing automobile S.A.M.D.S. -STE DE L'ANCIENNE MAISON DUNAND-FRARE & SEURAT Sarl de Paris (cf. n° 571 p.47), le groupe LIBRAIRIE HACHETTE SA (cf. n° 595 p.43) a constitué, en association avec la SA DES TRANSPORTS AUTOMOBILES INDUSTRIELS & COMMERCIAUX-STAIC SA (Paris) et la STE GENERALE DES TRANSPORTS DEPARTEMENTAUX-SGTD SA (Paris), la STE DE TRANSPORTS SA S.T.A. (capital de F. 2 millions) : présidée par M. Jacques Soufflet et dirigée par M. René Metthey, celle-ci reprendra les actifs de transports routiers et location de véhicules tant de DUNAND-FRARE que de STAIC et de SGTD.

VERRE

(599/39) Animée par MM. Helmut Hopf et Kurt Bear, la firme allemande de verres de quartz WESTDEUTSCHE QUARZSCHMELZE GmbH (Geesthacht/Elbe) a installé à Melun/S. & M. une filiale commerciale, W.Q.S. FRANCE Sarl (capital de F. 50.000), gérée par M. Gerd Jaenicke.

(599/39) Le groupe CIE DE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUS-SON SA de Neuilly/Hts-de-Seine (cf. n° 598 p.21) a fait apport de l'ensemble de ses actifs verriers en France (évalués, bruts, à F. 1,5 milliard) à sa filiale SAINT-GOBAIN SA de Neuilly (anc. SODEFIVE SA - cf. n° 590 p.37), dont le capital s'élève désormais à F. 500 millions.

DIVERS

(599/39) Le groupe de Cleveland/Ohio SHERWIN-WILLIAMS C° (cf. n° 595 p.16) a renforcé ses intérêts indirects en République Fédérale au profit de sa filiale de Cleveland OSBORN MANUFACTURING C° (acquise fin 1968) : celle-ci a porté à DM. 4,7 millions le capital de l'entreprise de broserie industrielle SCHMITZ & LUDWIG & CO FABRIK TECHNICHER BÜRSTEN GmbH de Wiesenfeld-Frankenberg (cf. n° 503 p.19), où elle a pour associée minoritaire la société FRANKENBERGER DRAHTBÜRSTEN GmbH (Frankenberg).

(599/39) L'entreprise italienne de lunetterie FRATELLI LOZZA SpA de Calalzo di Cadore/Belluno (cf. n° 561 p.26) ayant chargé sa filiale de Munich LOZZA GmbH (cf. n° 466 p.25) de son expansion commerciale en Suisse, celle-ci a installé à Birsfelden/Bâle une filiale sous son nom (capital de FS. 200.000), dirigée par MM. F.C. Schweizer et F. Jovenetti.

INDEX DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CITÉES

Abel-Klinger (C.)	P. 34	Brinkmann (Martin)	P. 36
A. C. M. E. R.	31	Burndy	19
A. D. C. A.	28	Büssing	23
A. E. G. -Telefunken	15-19	B. W. -Lakatex	36
Aéro-Tourisme Côte-Azur (Sté)	38		
Aetna Life & Casualty C°	26	Cauwenberghe (Ets. van)	16
Affirance	33	Cavenham Foods	17-29
Affimet	33	Charbonnages de France	16
Agache-Willot	37	Chargeurs Réunis	23
Agricultura	17	Chemische Werke Rombach	17
Alvey	21	Chemiewerk Wanheim	17
American Research Development	25	Chimique des Charbonnages (Sté)	16
Amersfoortse Broodfabriek	30	Ciba-Geigy	17-24
Amsterdam Overseas Corp.	26	Ciments de Pont-à-Vendin	15
Armco	22	Ciments Vicat (Sté des)	15
Associated British Maltsters	21	C. I. S. Steel & C°	31
Attwood	18	Citibank National Association Inc.	28
		Cofinindus	27
Banca Commerciale Italiana	26	C. O. F. R. A. D. E. L.	18
Banco de Bilbao	27	Commerciale & Financière	
B. A. N. E. X. I.	34	Caroloregienne (Cie)	32
Bank Leumi-Israel	27	Commerzbank	26
Bankhaus Burkhart & C°	28	Compteurs (Cie des)	20
Bankhaus C. A. Steinhäuser	28	Comptoir Métallurgique Européen	33
Bankunion	38	Concordia Bergbau	17
Banque Commerciale pour l'Europe		Construction Specialties	31
du Nord	26	Contelec-Continental Electric	20
Banque de l'Indochine	25-27	Contest	18
Banque Lambert	26	Continental Grain C°	27
Banque Ottomane	26	Continental de Gestion Financière	27
Banque de Suez & de l'Union		Copeac	33
des Mines	28	Corbeille (La)	29
Bastogi	27	Crédit Lyonnais	26
Beckett (Michael)	20	Crédit Suisse	26
Bentone	21		
B. I. C. C.	19	Damoy (Ets. Julien)	29
Bingham Brandt	33	Delmas-Vieljeux	23
Birell	17	Demag	21
Blijdenstein-Willink	36	Denain-Nord-Est-Longwy	31-32
B. N. P.	25-26-34	Dere' Italia (Philippe)	37
Boehringer-Mannheim	34	Deugro	38
Bols (Erven Lucas)	30	Deutsche Bank	26
Borel International (Jacques)	38	Deutsche Hefewerke	30
Bosch (Robert)	20	Deutsche Ost-Afrika Linie	38
Boussac	34	D. I. A. C. O. (Ets.)	23

Digital Equipment	P. 25
Distilleerderij van J.J. Melchers Wz	29
Djiring Fret	23
Dortmunder Union Brauerei	29
Drake Sheahan/Stewart Dougall	18
Dresdner Bank	26
Durco Europe	22
Duriron C° (The)	22
E. L. K. O. N. -Elburgs Konstruktiebedrijf	33
Euramerica Finanziaria Internazionale	27
Eurobags France	35
Eximp	17
Fabre (Cie)	23
Farmaceutica Sarma	35
Fiduciaria First National City Flaminia	28
F. I. N. A. L. E. C.	20
Financière de Paris & des Pays-Bas	34
F. I. N. N. A. T. -Finanziaria F.lli G. & A. Nattino	27
Finsider	22
F. I. P. P.	35
First National City Bank	26-28
Fitt Nederland	21
Flaminia Nuova	27-28
Forges de la Loire & Demi-Long	24
Moulin Blanc	24
Forges Stéphanoises	21
Framec Maschinenfabrik	21
Française de Chauffage Urbain (Cie)	23
Frankfurter Hypothekenbank	26
Frankfurter Maschinenbau	21
General de Restaurants	38
Générale (Sté)	26
Générale Alimentaire	30
Générale de Magasins (Sté)	18
Générale Occidentale	17-35
Genty-Cathiard (Ets.)	18
G. I. M. M. -S. A. B. E. G. I. M. M.	15
Gisofra	26
Goetz	37
Gossbank	26

Grace & C° (W.R.)	P. 38
Gretag	24
Greyhound Corp.	38
Gruno-van Rossem	36
Guérin (Ets.)	18
Gutehoffnungshütte	23
Hachette	39
Hamm (Fritz)	17
Hay-Metra Beratungen	18
Henkel	30
Hoechst	34
"Holland America Lijn"	33
Holt Products	16
Houdry Process & Chemicals C°	31
Howaldtswerke-Deutsche Werft	23
I. M. I.	27
Immobilière Construction de Paris	26
Inbouw	23
Industria Machines Benelux	20
International Publishing Corp.	24
Internationale d'Etudes & d'Investissements Immobiliers en France (Sté)	26
Interpublic	35
I. R. I.	22
Kammgarnspinnerei Stöhr & C°	37
Kestermann (Rolf)	20
Keyser Ullmann	17
King Corn International	30
Knapper & McAlley	18
Kohlhammer, Heywood & C°	24
Konradin-Verlag	24
Laboratoires Grémy Longuet	35
Laboratoires de Médecine Expérimentale G. Tétard	35
Laval-Lavorazioni Alluminio	32
Levi Strauss & C°	36
Locafrance	25
Lozza	39
Lyons & C° (J.)	30
M. A. N.	23
Mannesmann	22-32
Manufacture Générale de Ressorts	31

Manufacture de Tabacs H. van Landewyck	P. 36	Productions Essemes	P. 15
Marbert	34	Products Research	35
Marchand (Sté)	30	Profil (Le)	33
Marine-Firminy	24	Promodata	25
Marine Midland International Corp.	28	Quadrant/I.T.S.M. C°	35
Maritime Belge (Cie)	38	Quandt	28
Martinez	30	Quelle	28
McAlley Associates	18	Raffinerie & Sucrierie du Grand Pont	29
McColl (R. S.)	17	Randolph Computer	14
M. E. N. E. B. A.	30	Rapisarda Cavi	19
Merck, Finck & C°	28	Remo Landini	22
Métallurgique Hainaut-Sambre (Sté)	32	Ressorts Industrie	31
Moët-Hennessy	34	Rexroth	22
Monroe Auto	14	Rothschild (groupe)	26-33
Morgan Grenfell & C°	18-27	Rothschild & Sons (N. M.)	26
Morgan Guaranty International Banking	27	Roussel-Uclaf	34
Morgan, Stanley & C°	27	Saint-Gobain	39
Murfitt	21	S. A. I. P.	20
N. A. G. -Nationale Automobil Ges.	15	Salzgitter	23
National & Grindlays Bank	26	S. A. M. D. S.	39
Ned. Jalouzieën Fabriek	33	Schade & Buysing	29
Nord (Cie du)	26	Schering AG	17
Odermark	37	Schieffer Arzneimittel (Dr.)	35
Oerlikon Italiana Sud	22	Schlegel-Scharpenseel-Brauerei	29
Oetker (Rudolf A.)	29	Schlumberger	20
O. G. E. M.	33	Schweizerische Aluminium	32
Omnium de Participations Financières & Industrielles	34	Sema Metra International	18
Osborn Mfg.	39	Serseg	20
Parfums Dior	34	Servinter	19
Parfums Rochas	34	Sherwin-Williams	39
Pavailler	31	S. I. N. A. V. I. L. -Sté d'Importation de Vanilles	30
Péchiney	33	S. I. P. A. D.	29
Penarroya	33	Sloman Bank	28
Perez & Raimond	23	Spaeter & W. von Oswald (Carl)	17
Peugeot	14	Stylprofil	33
Pfaff	22	Tabacofina	36
Philips	24-25	Technit	22
Pierson, Heldring & Pierson	26	Tecman	24
Pijper (Simon)	30	Terrop	24
Prestal	31	Tips Reizen	37
Præusker & Thelen	28	Transports-S. T. A. (Sté de)	39
		Travellers Corp. (The)	14

Trefinox	P. 33	Verlag für Fachliteratur	P. 24
Tubes de Haren (SA)	32	Vernay Europe	16
		Virax	21
Ugine-Kuhlmann	33	Volvo	23
Ugvis	33		
Ugsta	33	Waldthausen & C°	28
Unilever	23	Werner & Mertz	16
Unitech	18	Westdeutsche Quarzschmelze	39
United Merchants	29	Westfalenbank	29
Usines Métallurgiques de Vallorbe	31	Willeme	23
Usinor	32	Winefood International Wine & Food C°	29
		W.Q.S. France	39
Vallorbe-Belgique	31		
Vallourec	32	Zanker	19
Vandecasteele	14	Zodiac International Corp.	25
Vavo Greyhound	38		
Ver. Altenburger & Stralsunder Spielkarten	34		

